



01




 ProJeuneS

→ Sommaire

- 05** Édito
Carlos Crespo — Yon nec Polet

CEPPecs

- 06** 2007 - 2012 : Le CePPecs, 5 ans après
- 08** Qu'est-ce qu'apprendre : l'apport des neurosciences
CePPecs — Jean-Marie Lacrosse
- 14** L'école a besoin d'une refondation
-
- 18** Témoignage sur les événements survenus à la Faculté de la Manouba
Asma Gharbi
- 22** Entretien avec Lassad Laabidi, de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens
ProJeuneS - Alain Detilleux, Asma Gharbi
- 26** Érasmus pour tout ?
ProJeuneS - Savery Plasman
- 30** Jeunes FGTB : carnet de campagne
Jeunes FGTB
- 36** Axes stratégiques qui guident nos actions
Excepté Jeunes
- 42** La non-prolifération : faites ce que je dis mais pas ce que je fais ?
CNAPD
- 46** L'agriculture familiale peut-elle nourrir toute la planète ?
So/Soc
- 48** Solidarité Socialiste soutient les producteurs de noix de cajou
So/Soc



Comité de rédaction ←

Rédacteur en chef
Alain Detilleux

Président
Yon nec Polet

Secrétaire général
Carlos Crespo

Coordinateur de projets
Nicolas Fernandez

Chargée de formations
Delphine Gantois

Détaché pédagogique
Savery Plasman

Coordination, Infographie et Mise en page
Alain Detilleux

Logistique et communication
Michèle Thommès

Secrétariat
Marielle Delbaere

Rédaction de Résolument Jeunes
ProJeuneS asbl
bd de l'Empereur 15|3 – 1000 Bruxelles

T. 02 513 99 62
F. 02 502 49 47
edition@projeunes.be
www.projeunes.be

Les propos tenus dans les textes relèvent
de l'entièvre responsabilité de leurs auteurs.

Nous remercions sincèrement tous les intervenants
extérieurs qui ont apporté leur contribution à ce numéro.
La Rédaction

→ Éditorial

Le Réseau socialiste des organisations de jeunesse (Ré.S.O.-J) est une émanation du pilier socialiste de l'associatif « jeune ». Cette réalité est spécifique à l'histoire de la Belgique où la polarisation a structuré les mouvements politiques et partant, la société. Au fil des combats politiques, Ré.S.O.-J a toujours promu une vision de la société de plein droits pour les jeunes (emploi, logement...).

La filiation historique avec le socialisme reste, pour les associations composant le Réseau, un socle de valeurs communes et une volonté partagée d'œuvrer collectivement au progrès social. Le Réseau et ses membres se reconnaissent dans l'héritage des luttes sociales que la classe ouvrière a menées pour son émancipation. En ce sens, les réalisations de l'action commune socialiste sont un héritage qui inspire les actions de nos associations. Dans un monde où l'individualisme et l'égoïsme essayent de faire loi, il est important de renforcer cette solidarité et cette communauté d'idées et de valeurs.

Compte tenu des sombres perspectives offertes à la jeunesse par la conjoncture économique mondiale, il importe que les associations porteuses d'un projet politique, résistant en leur émancipation, soient particulièrement combatives. Une crise charriant son lot de boucs émissaires, il y a fort à parier que la tentation sera forte aux yeux de certains de promouvoir des mesures anti-jeunes comme cela a déjà été le cas par le passé (mosquito, couvre-feu...).

La détérioration des conditions de vie des jeunes doit mobiliser les énergies militantes de l'associatif progressiste! Il est indispensable de renforcer l'associatif jeunes attaché au progrès social si l'on veut construire un rapport de force sur la question.

C'est dans cet esprit que les membres du Réseau ont décidé de se donner les moyens d'être à la pointe des luttes à mener pour la défense des intérêts des jeunes en général, et des jeunes des classes populaires en particulier. Dans une logique d'ouverture et de repositionnement, il a été décidé de changer de nom. La ligne politique ne changeant évidemment pas.

Ré.S.O-J mènera donc dorénavant ses combats progressistes sous l'appellation « **ProJeuneS** » avec un changement de logo qui se répercute sur la charte graphique de la revue que vous êtes en train de parcourir. Afin que tous ensemble nous menions le combat pour l'émancipation des jeunes!

Bonne lecture!

Carlos Crespo
Secrétaire général
Yon nec Polet
Président
03.2012





2007 - 2012 Le CePPecs, cinq ans après



Le Collège Européen de Philosophie Politique de l'Éducation, de la Culture et de la Subjectivité (CePPecs) a été inauguré le 13 janvier 2007. Cinq ans plus tard, le constat que nous faisions au moment de sa création nous paraît plus que jamais d'actualité¹.

En dépit d'un allongement de la formation et d'une élévation des niveaux de compétence, d'un accroissement de la quantité d'informations disponibles, d'une facilitation de l'accès à celles-ci et de leur échange, nos sociétés de la connaissance se connaissent de moins en moins elles-mêmes et ne savent plus où elles vont. La réalité est jugée trop complexe, l'ensemble insaisissable, la fragmentation des savoirs et des points de vue indépassables. Pullulent et cohabitent dès lors dans l'espace public médiatique savoirs experts hyperspecialisés, formules émotionnelles élaborées par les agences de « communication », discours idéologiques partiels et partiaux mêlant poncifs, rumeurs, fantasmes et croyances irréfléchies. Et au bout du compte, l'angoisse et l'impuissance devant ce qui apparaît comme une inéluctable fatalité, signant notre passage à un monde « postmoderne ».

Afin de comprendre un tel paradoxe, il faut s'interroger sur ce que sont en réalité nos sociétés de la connaissance et d'abord, de quelle connaissance il s'agit. Comme chacun sait, les sciences de la nature partagent le réel en domaines d'investigations partielles avec chacun leurs questions et leurs méthodes élaborées pour y répondre. Elles tendent ainsi à l'hyperspecialisation et à la validation auto référentielle et excluent toute appréhension d'ensemble du domaine où elles s'appliquent. Au contraire, les sciences de l'homme et de la société s'enracinent nécessairement dans une culture qui relie les approches partielles à une perspective d'ensemble et leur donne sens. L'éclaircissement conceptuel y est la règle d'or et non la formalisation ou la constitution de jargons. Et elles sont tournées vers l'exercice de jugements éclairés, sur base d'une appréciation de la situation globale.

Tout cela en raison des propriétés spécifiques de leur objet, le monde humain-social, qui se caractérise par ses dimensions de totalité, de réflexivité et de volonté.

C'est précisément ce qu'exclut notre définition de la connaissance et de son mode de fonc-

¹ | www.ceppecs.eu/?page_id=3

tionnement, calqués unilatéralement sur le modèle des sciences de la nature. En appliquant au monde humain-social une épistémologie qui n'en relève pas, on prive la connaissance de sa puissance de compréhension et d'orientation.

Une société de la connaissance est supposée rendre ses membres mieux à même de se comprendre et de comprendre le monde où ils vivent. Mais si l'on exclut tout point de vue d'ensemble, comment agréger ces savoirs et ces points de vue partiels autrement que sur le modèle d'un marché des savoirs calqué sur celui des biens matériels ? En réalité, nous sommes en train de le constater, l'application du modèle du marché à la production collective de connaissance rend inaccessible toute intelligibilité globale, impossible toute connaissance de la société sur elle-même et, en conséquence, toute capacité de celle-ci à s'autogouverner.

On peut prendre à titre d'exemple la crise financière survenue en 2008. Pour discerner le péril, il aurait fallu opérer un jugement construit sur base d'une appréciation de la situation globale et de ses déséquilibres, opération intellectuelle refoulée par la discipline économique dite scientifique et, plus largement, par nos sociétés de la connaissance qui s'investissent corps et âme, *a contrario*, dans la création et la sophistication d'outils intellectuels largement inopérants.

Nous ne voyons, quant à nous, aucune fatalité à cette pente de l'ignorance qui affecte nos sociétés. Les moyens intellectuels ne nous font pas défaut. Ils sont disponibles et exigent seulement que nous nous en saisissions à nouveau collectivement, ce dont nous espérons vous avoir convaincu, à notre modeste échelle, au travers des cinq cycles de conférences organisés de 2007 à 2011. Nous continuons en 2012 ce travail de redéfinition et de refondation via nos publications sur Internet (www.ceppecs.eu).

Quant à l'avenir, la seule certitude absolue dont nous disposons aujourd'hui est que nos sociétés connaîtront sous peu un changement radical de perspective et de trajectoire. C'est sans doute avant tout le mur écologique vers lequel nous fonçons à vive allure qui va rapidement nous dessouler. Il s'agit en effet, ni plus ni moins, d'assurer la survie de notre humanité et de son environnement.

Cet enjeu, nous le voyons bien, nous ne pourrons le relever qu'en l'appréhendant dans son ensemble et en assumant pleinement les conditions qui nous permettent d'être les humains que nous sommes, afin de nous donner à nouveau des horizons terrestres.

C'est ce que nous mettrons au programme de notre cycle du printemps 2013.





Qu'est-ce qu'apprendre: l'apport des neurosciences



Les deux numéros précédents de la revue¹ ont rendu compte des deux premières conférences du cycle 2011 du CePPecs consacrées à la question « Qu'est-ce qu'apprendre ? »². Tout en renvoyant le lecteur à ces deux textes, dont je vais seulement rappeler le propos central, je voudrais ici et dans deux numéros à venir de la revue, reprendre et développer certaines idées trop sommairement exposées précédemment. Dans son texte sur la transmission, Marcel Gauchet fait l'hypothèse d'un basculement opéré il y a une quarantaine d'années. À la source de ce basculement, il y a l'achèvement d'un processus venu de très loin que l'auteur désigne comme processus de détraditionalisation. Nous vivions jusque-là sur un compromis entre tradition et méthode. Avec l'achèvement de la détraditionalisation de nos sociétés, nous sommes passés d'un modèle pédagogique centré sur la transmission de contenus à un autre centré sur l'activité individuelle de l'élève. Mais, du même coup, nous avons basculé dans un nouvel unilatéralisme qui ne se préoccupe plus que des processus personnels d'appropriation en se désintéressant des contenus qui sont en question dans l'opération éducative.

Nous avons ainsi développé une vision strictement individualiste de l'apprendre au détriment de l'acte social de transmission par lequel une génération éduque la suivante, la dite transmission étant dès lors devenue hautement problématique. C'est donc à une redéfinition des raisons fondamentales qui rendent la transmission incontournable que nous avons à travailler, sans nostalgie ni possibilité de retour à un ordre de la tradition irrémédiablement dépassé.

C'est d'un autre point de vue, celui de la clinique, c'est-à-dire de l'observation compréhensive des élèves (compréhensive parce que s'efforçant d'atteindre, dans la logique instaurée par la psychanalyse et la sociologie compréhensive, les opérations subjectives que s'autorisent ou s'interdisent les élèves) que part le texte de Martin Dekeyser et Jean-Marie Lacrosse. Un point de vue nous semble-t-il d'autant plus pertinent, que c'est sur ces

1| Numéros 36 et 37 du *Résolument jeunes*.

2| Marcel Gauchet, *La question de la transmission* in *Résolument jeunes*, n° 36, septembre-novembre 2011; Jean-Marie Lacrosse et Martin Dekeyser, *Pourquoi tant d'élèves en échec aujourd'hui?* in *Résolument jeunes*, n° 37, décembre 2011-février 2012

opérations internes d'appropriation individuelle que les pédagogies nouvelles mettent l'accent. Mais l'examen attentif du noyau dur de la pensée pédagogique contemporaine fait apparaître un paradigme hérité du xix^e siècle : un paradigme naturaliste/évolutionniste, inductionniste/adaptationniste et constructiviste/individualiste contre lequel s'est érigé l'ensemble des sciences humaines au xx^e siècle, au nom du caractère « symbolique » de la pensée et de l'activité humaine (elles relèvent du registre des significations et de la culture). C'est grâce à cet examen que nous sommes à même de changer de regard et de repérer chez les élèves une sorte de refus inconscient de pratiquer les opérations mentales qui ne s'inscrivent pas dans ce paradigme alors qu'elles sont justement absentes dans les espèces animales et spécifiques à l'apprentissage humain : la volonté et l'effort, les démarches deductives (en fait la simple logique), la réception. Autrement dit, les élèves d'aujourd'hui ne nous apparaissent plus à proprement parler « paresseux » (certains le sont mais pas plus qu'avant), ils croient que les savoirs s'acquièrent naturellement, sans effort et sans volonté. Ils n'ont pas déserté la logique (heureusement !) mais se détournent des opérations abstraites qu'elle met en jeu. Quant à l'écoute et à la réception, ils sont persuadés que Google et Wikipedia feront bien mieux l'affaire que de piètres enseignants dépouillés de tout prestige et de toute autorité sociale. Nous arrivions ainsi à la conclusion qu'en s'amputant de ce qui représente des dimensions essentielles de l'acte d'apprendre, les opérations spécifiques par lesquelles on accède à un univers symbolique constitué avant soi et toujours irréductiblement extérieur à soi, les élèves se mettent eux-mêmes involontairement en situation d'échec. Une des causes de l'échec scolaire galopant — bien qu'en partie masqué par les aménagements des notes — tient aux interdits édictés par l'unilatéralisme idéologique qui prévaut actuellement. À la lumière de ces deux constats sommairement résumés, je voudrais examiner trois questions qui y sont liées :

1. Que nous enseignent sur ces questions les neurosciences, disciplines qui sont censées rendre compte du soubassement cérébral et neurologique de l'activité mentale ?
2. Les nouvelles pédagogies sont-elles vraiment « progressistes », terme qui leur est spontanément associé au même titre que celui de « nouvelles » ?
3. Quel crédit accorder aux enquêtes comparatives internationales dites PISA (*Program for International Student Assessment*) ?

Ces deux dernières questions seront traitées ultérieurement.





Quel est l'apport des neurosciences à ces questions ? À première vue, on serait tenté de répondre de façon quelque peu péremptoire : pas grand-chose. Mais encore, direz-vous ! L'apport des neurosciences s'effectue pour l'essentiel selon deux lignes de force : une voie biologique/physiologique qui nous fournit une meilleure connaissance du cerveau selon l'axe général des sciences de la vie, axe des structures et des fonctions (ou anatomie et physiologie). En quelques décennies, les hémisphères, les noyaux et les aires corticales, les neurones, synapses, circuits neuronaux, neurotransmetteurs et neurorécepteurs sont peu ou prou entrés dans notre univers familier.

Dans le même temps — c'est la deuxième ligne de force — les machines de traitement de l'information, nos inséparables ordinateurs, ont envahi notre vie quotidienne, procurant en miroir à notre propre machine cérébrale de traitement de l'information des modèles de plus en plus riches et de plus en plus précis. Il n'est donc pas question pour moi de nier ou de minimiser les formidables avancées de ces neurosciences.

Le problème serait plutôt celui-ci. En tant qu'elles s'inscrivent dans une théorie de l'humain, elles sont tenues — comme l'économie d'ailleurs dont le problème est par certains aspects similaire — de clarifier conceptuellement et d'organiser hiérarchiquement les découvertes partielles qu'elles opèrent, travail de réflexion dont les sciences exactes sont peu coutumières et que les sciences dites humaines ont malencontreusement abandonné. Ainsi, par exemple, il ne suffit pas de s'appuyer sur la métaphore de l'ordinateur pour étudier le cerveau mais encore et surtout de réfléchir sur ce qui différencie en profondeur l'ordinateur et l'esprit humain. Une telle tâche, que l'on s'appelle Dupont ou Damasio, ne demande pas plus de trois minutes de réflexion : l'homme est capable de penser parce qu'il a un cerveau qui fait du traitement de l'information, l'ordinateur fait du traitement de l'information parce qu'un homme l'a programmé pour le faire. La condition de possibilité est exactement inverse.

Ce que le regretté neurologue Olivier Sabouraud — un des seuls à ma connaissance à ne pas se laisser piéger par les délicieux mirages où s'abîment la plupart de ses collègues — résume en ces termes :

« À l'opposé des ordinateurs, le cerveau n'a pas d'inventeur, d'ingénieur, de constructeur, de programmeur, ni d'utilisateur -ni industriel, ni technicien, aucun génie dans la machine ou autour d'elle. La fonction principale d'un cerveau développé, animal ou humain, est de construire ses propres objets ; non pas de représenter des choses de l'environnement, ou des transformations, ou un soma, qui existeraient déjà quelque part mais de les construire (de les inventer) à partir des signaux reçus (en nombre immense), venant de l'environnement, du corps sensible,

du corps temporo-spatial. »³

Voilà une proposition qui semble accréditer à première vue le constructionnisme que nous avions préalablement mis à mal. Sauf que la mise en évidence des conditions mêmes dans lesquelles s'opère cette construction aboutit à des conclusions inverses. Mais encore une fois, ce n'est pas en multipliant les recherches et les découvertes « scientifiques » que la connaissance progresse. Ici aussi, c'est la démarche réflexive, et elle seule, qui nous permettra d'avancer. Car malgré l'abondance des recherches, des publications, des budgets consacrés aux recherches sur le cerveau, la clinique bute sur deux obstacles majeurs :

1. elle ne sait que faire du dualisme corps/esprit qu'elle rencontre forcément sur sa route et tente en conséquence de l'escamoter ;
2. elle ne parvient pas à définir la différence entre l'animal et l'humain.

Le dualisme corps/esprit n'est pas l'invention funeste d'un certain René Descartes corrigée par son disciple Spinoza⁴. En réalité, ces deux auteurs inaugurent, avec Hobbes, ce qui caractérise au plus haut point la vision du monde selon les modernes : une dualité d'essence entre l'être pensant et le monde à penser⁵, accessible seulement de manière indirecte via la subjectivité qui pratique l'objectivation. Cette structure de connaissance s'accompagne d'un mouvement de sens contraire, une conscience de plus en plus marquée de l'union de l'âme et du corps. C'est toute l'histoire de la « psychologie » qui se joue ici avec l'importance croissante accordée aux affects et au corps dans le travail de la pensée elle-même. La psychanalyse en représente un moment crucial mais seulement un moment. Ce passage dans la modernité, du un au deux d'une part, et du deux au un de l'autre, représente une source intarissable de confusions. C'est donc bien plus compliqué qu'un simple passage du dualisme cartésien au monisme revenu en force de nos jours.

³ Olivier Sabouraud, *En quête d'une théorie de l'humain* in Le Débat, 140, p. 69

⁴ Voir à ce propos Jean-Marie Lacrosse, *L'erreur de Damasio*, www.ceppes.eu/?p=161

⁵ De ce point de vue, la solution spinozienne, un matérialisme panthéiste, représente plutôt un recul par rapport aux avancées de Hobbes et de Descartes.

Car tout le monde, et les neurologues en premier lieu, est confronté à la dualité indépassable du physiologique et du psychologique : comment définir la volonté et la conscience avec les concepts et les outils de la physiologie ? C'est tout simplement impossible. Et plutôt que de reconnaître franchement le problème, les neurosciences tendent majoritairement à l'éviter avec la promesse « qu'il sera résolu un jour », ou des théories floues de la correspondance entre états cérébraux et états mentaux qui évacuent la spécificité même de l'objet à définir et à expliquer.

Le deuxième obstacle, sur lequel butent les sciences du cerveau, tient à l'absence d'une définition claire de la différence homme/animal. Elles s'en tirent en général par l'évocation d'une plus grande « complexité » des productions humaines qui aboutit à anthropomorphiser le comportement animal et à animaliser le comportement humain, soit à avoir perdu à l'arrivée le problème qu'il fallait résoudre au départ.

Comme je l'ai déjà fait remarquer souvent, seule à ma connaissance la théorie de la médiation permet de poser ces problèmes de façon claire et pertinente⁶. Non seulement en distinguant quatre plans dans la rationalité humaine (logique, technique, social et éthique) mais aussi en définissant clairement l'accès à l'humain comme un processus d'analyse par lequel le cerveau crée des objets culturels.

L'analyse n'est possible que parce qu'elle s'exerce sur deux axes et comporte deux faces. Il n'y a ici rien d'entièrement neuf. La théorie de la médiation se contente, si l'on peut dire, d'opérer une synthèse entre des données connues depuis le fameux tournant linguistique du début du xx^e siècle : distinction entre les deux faces du signe (signifiant/signifié) et distinction entre deux axes, un axe « taxinomique » qui procède par oppositions et exclusions, un axe « génératif » qui procède par inclusions et hiérarchisations de ces catégories produites par l'autre axe. Ces deux axes fonctionnent donc en quelque sorte en autarcie, en circuit fermé, en tout cas à l'écart des données issues du monde naturel.

On comprend mieux ici ce qui invalide le constructionnisme dans l'apprentissage humain. En tant qu'être de culture, le cerveau

⁶ Pour de plus longs développements, je renvoie au texte déjà cité d'Olivier Sabouraud.

humain construit des objets d'un type très particulier pour lesquels le mot le plus adéquat me semble être celui de « significations ». Ce processus justifie également l'usage du mot « médiation » puisque ce n'est que par la médiation des significations que l'homme accède au réel.

Dans cette perspective, la spécificité de l'humain, c'est de mettre en œuvre deux types de construction d'objets, une construction médiatisée et l'autre non médiatisée semblable à la production animale. Ces deux types de production correspondent grossièrement à la divergence de fonctionnement de l'hémisphère gauche par rapport à l'hémisphère droit. Impossible en tout cas de rendre compte du fonctionnement de l'esprit en ignorant ce double registre. Citons Sabouraud :

« On peut concevoir la construction d'objets de type humain (hémisphérique gauche) comme un processus ouvert, producteur d'entités multiples, avec pour seules contraintes et limites qu'elles puissent par oppositions se situer dans un lexique et qu'elles puissent s'inclure par contraste dans le texte. Le signifié ainsi engendré est dépourvu de tout contenu positif. Mais ce produit de l'hémisphère gauche est confronté en permanence avec le travail du côté droit; et de cet échange procède le « nom », forme creuse, virtuelle, mais attachée à, et comme confirmée par, un objet naturel positivement défini. »⁷

Il resterait à montrer comment cette théorie de l'humain trouve une confirmation expérimentale, principalement mais non exclusivement, dans la clinique des aphasies, ce que nous propose Olivier Sabouraud dans son gros livre (560 pages) « Le langage et ses maux »⁸. Faute de pouvoir en rendre compte plus en détail, mentionnons seulement le lien établi de façon très convaincante entre les deux groupes d'aphasies, repérés depuis le xix^e siècle (aphasies de Broca [1824-1880] et aphasies de Wernicke [1848-1905]) et les deux axes, taxinomiques et génératifs, ainsi qu'à l'intérieur de chacun de ces groupes, des atteintes de type phonologique (portant sur le signifiant) et des atteintes de type sémiologique (portant sur le signifié).

Ce qui nous intéresse ici, c'est donc bien que la pointe avancée et éclairée des sciences du cerveau rejoigne la simple observation dont nous étions partis en commençant ce texte : la réflexion pédagogique du xx^e siècle nous a fourvoyés en reprenant à son compte le naturalisme issu du xix^e siècle. En présentant l'acte d'apprendre comme relevant de la nature, elle a escamoté les vraies questions portant, d'une part, sur ce qu'il s'agit d'apprendre, d'autre part, sur les raisons pour lesquelles il est si difficile d'apprendre. Curieusement d'ailleurs,

⁷ Olivier Sabouraud, *En quête d'une théorie de l'humain* in Le Débat, 140, p. 75

⁸ Olivier Sabouraud, *Le langage et ses maux*, Odile Jacob, 1995



cette illusion de la facilité d'apprendre n'a pas gagné le domaine des apprentissages sportifs et corporels où le caractère répétitif, monotone et ennuyeux des exercices, auquel aucune échappatoire n'est possible, ne semble choquer personne. Pourquoi nos délégués aux droits de l'enfant ne fustigent-ils pas les infâmes tortures que font subir à des populations enfantines, dont beaucoup sont d'origine immigrée, les entraîneurs de football, aussi bien dans les petits que dans les grands clubs, et cela avec l'appui massif des familles, qui, du bord des terrains, contemplent pendant des heures ces spectacles humiliants de dressage « autoritaire » ?

Qu'est-ce qu'apprendre, revenons-y. C'est d'abord apprendre, ce par quoi il faut commencer sous peine de rendre impossible tout apprentissage ultérieur, et ce avec quoi on n'en a jamais fini, le langage et son maniement. Apprendre, c'est d'abord apprendre à parler et ensuite, ici on est dans le domaine spécifiquement scolaire, apprendre à lire, à écrire et à compter. Et pourquoi est-ce si difficile : parce qu'il s'agit toujours, à tous les niveaux, du niveau élémentaire au niveau supérieur, de s'initier à un système de signification cohérent, c'est-à-dire un système qui ne fait véritablement sens que dans sa dimension d'ensemble. S'il est une leçon à retenir des sciences humaines au xx^e siècle, c'est bien celle-là : le caractère inéluctablement holiste de l'esprit et du monde humain-social qui interdit toute assimilation de leur démarche à celle des sciences de la nature⁹.

Un jour viendra donc, mais nous ne savons encore ni quand ni en quel lieu du monde à venir, où un ministre de l'éducation inaugurera son mandat en proposant de revenir aux fondamentaux de l'école. Au moins savons-nous déjà que ce jour-là nous serons vraiment sortis du xx^e siècle et entrés dans le xxi^e.

12



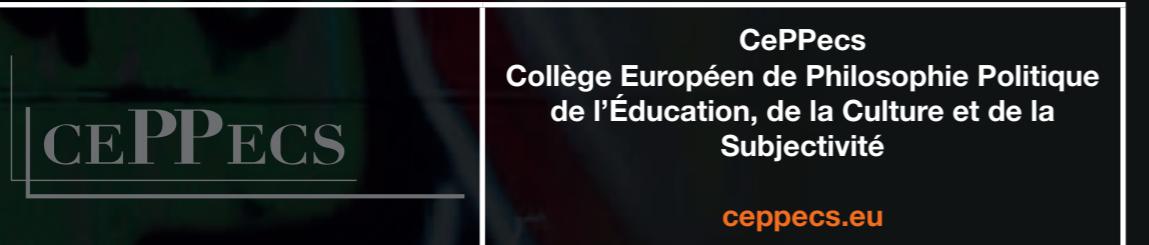
Jean-Marie Lacrosse

9| Nous renvoyons à la lettre du CePPecs publiée en-tête de ce numéro, page 6.



13





L'école a besoin d'une refondation

Le syndicat des enseignants romands* a publié un livre blanc dans lequel il pose un diagnostic en 23 points sur la crise de l'école. C'est Philippe Meirieu qui, lors d'un débat sur l'école, a attiré l'attention de ses auditeurs sur ce document. Nous (CePPecs) avons retenu 16 de ces 23 constats, ceux qui nous semblaient les plus importants.

* Pour un humanisme scolaire, livre blanc rédigé par les membres du Comité du Syndicat des enseignants romands (SER), mai 2011, edudoc.ch/record/95405/files/LB.pdf



Extraits de « Pour un humanisme scolaire »

« Le présent livre blanc avance, ci-après, un certain nombre de constats qui mettent en lumière le fait que toute une série de données, qui semblaient aller de soi et qui servaient de socle à l'institution scolaire, ont disparu ou ont profondément changé. Ces transformations majeures, qui sont à l'origine des difficultés sur lesquelles butte l'éducation, représentent aujourd'hui un défi considérable: l'école a besoin d'une refondation ».

La société transfère à l'école sa charge éducative

Le consensus éducatif qui a pu exister entre famille et école n'est plus actuel. Il semblait naturel, jadis, que les deux partagent les aspects d'une même tâche. L'évolution de la société conduit la famille à se décharger de son ancien rôle de socialisation sur l'école, tout en contestant à celle-ci ses règles institutionnelles au nom de ses propres valeurs affectives. L'absence de ce consensus éducatif fragilise et surcharge l'école tout à la fois.

L'école n'a plus le monopole des savoirs

Un autre socle important de l'école était la valeur des savoirs qu'elle dispensait et l'évidente nécessité de les acquérir. Les canaux traditionnels de la culture et de la connaissance se sont diversifiés. L'éclatement des savoirs et de leurs sources impose à l'école de devenir aussi un lieu de fédération des apprentissages.

L'école n'a plus la confiance de la société

Le système éducatif s'est doté par nécessité d'un appareil spécialisé dont l'importance ne cesse de croître. L'école est un monde en soi, dont la relation avec l'action collective n'est plus évidente. La préparation à la vie sociale n'est plus centrale et l'expérience quotidienne de l'élève se développe dans un monde cloisonné. La société doute de l'école, elle ne sait pas à quoi celle-ci prépare finalement.

L'école doit faire face à de multiples attentes. Le rôle de l'école est porteur d'une attente implicite d'autant plus grande qu'elle n'est pas consensuelle et qu'elle donne lieu à de nombreux débats. On attend tout de l'école: des solutions dans le domaine éducatif, dans

le domaine social, dans celui des savoirs. Implicitement, l'école publique est reconnue comme la réponse potentielle à toutes ces attentes. En voulant répondre à toutes ces demandes, l'école se perd et perd la confiance indispensable dont elle devrait bénéficier.

La dérive sécuritaire entrave l'éducation

Les marges de manœuvre indispensables au développement de l'autonomie, de la responsabilisation sont restreintes à tous les niveaux par un hyperencadrement et la multiplication des directives et règlements.

L'hypermédicalisation menace

La tendance à médicaliser tout comportement "hors norme" est exacerbée et dépend de phénomènes de mode. Si l'apport médical à certains troubles avérés est indispensable, le "tout-médicalisé" ne saurait être une solution à long terme, parce qu'il permet une déculpabilisation tous azimuts.

La fonction d'autorité est en désarroi

La société tend légitimement à se débarrasser de toute autorité trop contraignante. Le règne de l'obligation sans justification est révolu, même à l'école. Mais la nécessaire fonction d'autorité de l'école a également passé à la trappe. Or, toute éducation inclut le respect d'une autorité bien comprise et suppose la reconnaissance par la collectivité de l'institution éducative dans sa mission. [...] De par l'évolution constatée dans le fonctionnement de la famille, la fonction régulatrice de celle-ci vient parfois à manquer et l'enfant ne découvre qu'à l'école l'obligation de se soumettre à un rapport d'autorité et la capacité de surmonter les frustrations. C'est alors un choc pour celui qui est confronté soudain à la fois aux règles de la vie collective et à l'univers de normes que constituent les apprentissages.

L'école est davantage un service qu'une institution

La dérive consumériste n'épargne pas l'école, que les contribuables voient comme un service (coûteux) qui doit satisfaire chaque individu dans la population. L'évolution du comportement parental est à ce titre éclairant et rejaillit sur les conditions de l'éducation. Le respect de l'institution se transforme en exigences individuelles et l'attitude compréhensive en clientélisme égoïste. L'élève est plus considéré comme un usager ayant des droits que comme un membre d'une communauté éducative, dont il est légitime d'attendre un comportement et des performances adéquats.



Les fonctions réelles de l'école ne sont pas forcément apparentes

Entre objectifs déclamatoires et utilité réelle, l'école est appelée à exercer plusieurs fonctions plus ou moins avouées. [...] La fonction de garde tend maintenant à être étendue (journée continue, parascolaire) et dénote un choix de société qu'il reste à interroger. La fonction de sélection pose aussi problème. Elle est largement avérée dans les faits, alors que les intentions affichées tendent à la minimiser.

La fonction de socialisation est de plus en plus importante et demande toujours davantage de temps et d'énergie. Quant à la fonction de « transmission », elle est sujette à de nombreuses interprétations ou débats politiques sur les objectifs de l'école et sur son organisation.

Une prise en compte transparente et honnête de ces différentes fonctions est indispensable à toute réflexion sur le système éducatif.

Le système éducatif vise les attentes de la famille traditionnelle

L'école, dont les structures de base datent du xix^e siècle, est construite pour répondre aux attentes de la famille traditionnelle. Or, la société a évolué, et la population n'est plus majoritairement articulée de la même façon.

16
Les familles monoparentales ou recomposées ont proliféré, sans que l'école n'accompagne cette évolution. À tel point que, bien souvent, la culture de l'école n'est pas celle de la sphère générale des élèves.

La tendance à l'absence des pères se double du poids de l'encadrement féminin

L'évolution du modèle familial (divorces, monoparentalité) conduit les enfants à être plus souvent confrontés aux femmes qu'aux hommes à l'intérieur même des familles. Cet état de fait se renforce au moment même où, à l'école, le taux de féminisation du corps enseignant augmente sensiblement. Les conséquences de cette évolution restent à étudier. De fait, certains enfants vivent dans un monde presque exclusivement féminin.

La bureaucratisation inflationniste étouffe la professionnalisation

Les volontés légitimes de mettre en place une assurance qualité des systèmes scolaires, le poids des structures, l'obsession sécuritaire à tous les niveaux conduisent à une inflation administrative et bureaucratique qui se fait au détriment de l'exercice professionnel et responsable du métier.

Le temps impari aux aspects bureaucratiques et administratifs prend, dans le travail des enseignants, une part

de plus en plus grande. Le contrôle indirect de l'enseignement et les heures passées à nourrir celui-ci rendent difficiles et moins efficaces les indispensables gestes professionnels. La bureaucratisation de la profession est le contraire de la professionnalisation. La hiérarchie scolaire a une propension particulière à utiliser les outils bureaucratiques. Son désir naturel d'un contrôle plus large alimente l'inflation des démarches administratives. Le taux de confiance et de responsabilisation des enseignants est inversement proportionnel à l'indice de masse bureaucratique.

La pénibilité professionnelle résulte de l'empilage et de la dispersion

Le rôle de l'école devient flou. La multiplication des « éducations » qui sont ajoutées au pensem scolaire (soin des dents, circulation routière, éducation à la santé, comportement face aux chiens, etc.) ajoute au stress et à la tension des enseignants qui doivent, de surcroît, utiliser une grande partie de leur énergie à mettre en place les conditions pour enfin pouvoir commencer à travailler.

L'obsession de l'égalitarisme conduit à l'égalité de (mauvais) traitements

Les enseignants sont légitimement obsédés par l'idée de justice qui pousse à ne pas favoriser l'un plus que l'autre et conduit à niveler plutôt qu'à pratiquer une discrimination positive.

L'obsession de l'égalitarisme compromet souvent les tentatives de différenciation, et donc de justice.

Les enseignants sont sur la défensive et cultivent un complexe de persécution

C'est un des points faibles d'une population professionnelle pourtant courageuse, souvent volontaire, voire opiniâtre. Le manque de confiance de la population, le clientélisme des parents d'élèves et le trop grand enfermement des enseignants font sans doute partie de l'explication.

Le bachotage l'emporte sur le sens des apprentissages

Un certain drill est indispensable mais, pour le reste, les apprentissages se construisent dans

la durée et dans la complexité. Une évaluation bien pensée contribue à vérifier les compétences développées et ne doit pas constituer une fin en soi. Bachoter fait perdre le sens du travail à inscrire dans la durée.





Où va la Tunisie?
La question étudiante

Témoignage sur les événements survenus à la Faculté de la Manouba

« Dégage! Dégage! », scandaient d'une seule voix, le 14 janvier 2011, les jeunes tunisiens descendus massivement dans la rue, contre la dictature. Onze mois plus tard, « Dégage! » est lancé à la figure d'un patron de chaîne de télé pour avoir diffusé un film jugé blasphématoire par des esprits rétrogrades; « Dégage! » est lancé à la figure du doyen de la Faculté des Lettres, des Arts et des Sciences humaines de la Manouba, près de Tunis, pour avoir empêché des filles portant le niqab (voile couvrant le corps et le visage à l'exception des yeux, N.D.L.R.) d'assister voilées au cours.

Ce mot magique qui a fait « dégager » un dictateur en moins de 24 heures, après un règne de vingt-trois ans sans partage; ce mot devenu l'emblème des révoltes arabes car scandé par les Égyptiens, les Libyens et les Syriens; ce mot symbole du Printemps arabe est désormais récupéré par des Salafistes djihadistes — car c'est d'eux qu'il s'agit —, la branche la plus dure de la mouvance islamiste. Ces mêmes individus qui étaient absents quand le pays était à feu et à sang — on n'a en effet vu aucun d'entre eux revendiquer une once de liberté ou de dignité —, ces individus donc, après avoir trouvé un terrain dûment défriché viennent, au nom d'une soi-disant liberté, empêcher les gens de travailler et d'étudier en n'hésitant pas à recourir à la violence physique.

Le 4 décembre 2011, un groupe de *barbus* accompagné de filles en niqab, a investi les locaux de l'université en revendiquant des droits ahurissants, à contre-courant de l'Histoire et, notamment, des avancées de la Tunisie en matière de liberté de conscience, de liberté des femmes, etc. Les revendications étaient les suivantes: séparation des filles et des garçons dans les salles de classe, création de salles de prière ou d'une mosquée, et enfin autorisation pour les filles en niqab d'assister aux cours et de passer les examens sans se dévoiler.

Un *sit-in* est alors observé dans hall du rectorat: des lits de fortune installés, des couvertures, des affaires entassées, et au milieu de tout ça, des jeunes gens fatigués, mais croyant dur comme fer en leur cause. Les locaux ainsi investis, le Doyen de la Faculté, ainsi que les ouvriers et le personnel administratif, sont empêchés de rejoindre leur lieu de travail. Le Doyen est tiré par l'épaule et précipité par terre, un professeur est conduit aux urgences suite à un malaise.

Voilà donc l'enceinte de l'université *profanée* par un groupe d'individus pour la plupart intrus, étrangers à la faculté, des personnes qu'on a appelées en renfort pour impressionner et intimider, avec leur accoutrement, leur coiffure (crâne rasé) et leur barbe. Devant l'évolution des choses et la recrudescence des violences (le Doyen de la Faculté malmené), le corps enseignant ainsi que le syndicat des étudiants

(UGET)¹ ont décidé de se rassembler devant le siège de la Constituante² au Bardo, pour faire entendre leur colère et leur indignation. Cependant, cette contestation n'a eu aucun effet sur les autorités et moins encore sur les occupants de l'université, bien décidés à obstruer le hall du rectorat jusqu'à la satisfaction complète de leurs revendications. Le conseil scientifique de la Faculté ne pouvant tolérer une telle situation a alors annoncé: « la fermeture des portes de la faculté jusqu'à nouvel ordre ».

De facto, la Faculté a été fermée du 6 décembre 2011 au 2 janvier 2012. Face au silence des autorités, professeurs et étudiants ont organisé un rassemblement devant le siège du ministère de l'Enseignement supérieur pour protester contre la poursuite du *sit-in* et revendiquer la neutralité de l'espace universitaire, qui ne doit être en aucun cas le théâtre de querelles idéologiques. Bien que le rassemblement ait été organisé de manière civique et pacifique, les forces de l'ordre attendaient les manifestants de pied ferme, tandis que certains employés du ministère brandissaient, à l'étage, des slogans tels que: « La faculté se porte mieux avec le niqab. », comme pour narguer les manifestants.

Les enseignants, venus chercher le soutien d'un ancien collègue — à savoir, le ministre de l'Enseignement supérieur, lui-même professeur avant d'être ministre — en revendiquant des droits légitimes, reçurent des coups de bâton pour seule réponse.³

Quelques jours plus tard et alors que les *barbus* campaient toujours dans l'enceinte de la Faculté sans être inquiétés, le ministre de l'Enseignement supérieur brisa — enfin! — le silence pour dire... qu'il était contre toute forme de violence et qu'il ne fallait pas amplifier le phénomène, accusant les forces de gauche de politiser l'affaire, avec la complicité des médias! Néanmoins, sous la pression des professeurs, il s'est vu contraint d'intervenir, entraînant les forces de l'ordre à se déployer, à la mi-janvier, pour faire évacuer les *sit-inneurs*. Cependant, l'image qui est restée gravée dans les mémoires lors de l'évacuation aura été celle du chef de la police venu en personne pour dialoguer durant une heure et demie avec les Salafistes. En effet, cette image est en parfait contraste avec celle de « l'évacuation » des professeurs, eux-mêmes [devant le ministère, N.D.L.R.] Les uns furent traités comme la

1| Union Générale des Étudiants Tunisiens. Sur les événements relatifs et l'histoire de l'UGET, voir l'entretien réalisé par Pro J, avec le syndicaliste étudiant Lassad Laabidi, page 22 de ce numéro. N.D.L.R.

2| Assemblée constituante tunisienne de 2011, qui a pour but de rédiger la nouvelle Constitution de la Tunisie. Elle aura également la tâche de désigner un gouvernement transitoire. N.D.L.R. (D'après Wikipedia.)

3| www.kapitalis.com/fokus/62-national/7683-tunisie-la-police-se-trompe-t-elle-de-cible.html, N.D.L.R.

lie de la société, les autres sortant par la grande porte comme des héros. La non-violence oui, le laxisme non ! On se serait cru en plein théâtre de l'Absurde où les valeurs sont inversées. Les sit-inneurs ont donc évacué le hall du rectorat, mais ont déclaré que leur « combat » continuait. De fait, le lendemain, et avant même que la Faculté ne puisse savourer sa libération, les mêmes individus étaient de retour.

Les slogans affichés dans la cour du campus — inscrits sur des tissus noirs et troués, comme pour rappeler le niqab — disaient : « Pour le droit des filles en niqab d'assister au cours » ; « Non à l'ingérence policière dans le campus ». De temps à autre un « frère musulman » faisait un discours, entre deux prêches, et criait à la persécution administrative. Des versets du coran résonnaient à travers de hauts-parleurs géants. La défaite amère et ne trouvant aucun écho à leur « lutte », des filles en niqab tentèrent alors d'observer une grève de la faim.

Les examens approchaient, mais dans un climat incertain. On les annonçait pour le 24 janvier 2012. Le Conseil scientifique a tenu à ce que la faculté soit décrétée « zone d'examens » — les cours suspendus, et seuls les examinateurs et les étudiants qui devaient passer les épreuves étant autorisés à entrer —, mais les professeurs n'ont pas obtenu l'assistance sécuritaire, à savoir des vigiles censés prévenir un quelconque incident. Le personnel ouvrier ainsi que des professeurs retraités furent donc mobilisés pour assurer le bon déroulement des examens.

Le jour J, à 8h30 du matin, les violences à l'encontre des professeurs et du personnel ouvrier ont éclaté. En effet, une fille en niqab, étudiante en Langue arabe a refusé de se découvrir le visage pour un simple contrôle d'identité. Elle a quitté la salle d'examen et est allée chercher du renfort auprès de ses « frères » qui étaient entrés par derrière, en escaladant les murs. En l'absence de toute sécurité, ils purent atteindre le département d'Arabe, saccagèrent la porte, les vitres et proférèrent des menaces à l'encontre des professeurs.⁴ Les forces de l'ordre appelées en urgence arrivèrent sur les lieux et évacuèrent les individus, venus en groupes, mais les Salafistes parlaient déjà d'un « sit-in II ». Un professeur, membre du Conseil scientifique a qualifié l'intervention des policiers de « doses homéopathiques », car les sit-inneurs, après avoir été évacués la veille au soir, revenaient à la charge dès le lendemain matin. Malgré cette première journée placée sous le signe de la terreur, les professeurs et le personnel ouvrier ont réussi à tenir tête aux fauteurs de troubles. Les examens ont donc pu avoir lieu.

4| Voir : [www.businessnews.com.tn/Tunisie---Les-examens-de-la-Manouba-empêchés-par-des-salafistes-\(mise-à-jour\),520,28931,3](http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Les-examens-de-la-Manouba-empêchés-par-des-salafistes-(mise-à-jour),520,28931,3), N.D.L.R.

Parallèlement, et comme par un effet de contagion, la faculté de Sousse a elle-même été le théâtre d'échauffourées. En effet, [le 16 janvier, N.D.L.R.] des étudiants se réclamant du mouvement des jeunes nahdhaouis (du parti islamiste Ennahdha) et se proclamant membres de l'Union Générale Tunisienne des Étudiants (UGTE) — alors que ce syndicat n'est pas reconnu légalement —, ont agressé les membres de l'UGET — seul syndicat légal représentant les étudiants — faisant trois blessés.⁵

Tel est le paysage étudiant tunisien depuis le mois de décembre dernier.⁶ Mais les violences commises par les Salafistes ne se limitent pas à l'Université. Des groupes de *barbus* menaçants, considérés comme les « griffes » d'Ennahdha — certains parlent même de milices⁷ —, interviennent dans chaque marche ou manifestation pour former une « contre-manifestation ». C'est ainsi que le 28 janvier dernier, la « Marche pour les libertés », qui a mobilisé une dizaine de milliers de manifestants [à Tunis, N.D.L.R.], afin de dénoncer les agressions perpétrées contre des journalistes et des intellectuels et pour défendre la liberté d'expression, a été perturbée à plusieurs reprises par des bandes de fanatiques.

La révolution du jasmin est menacée par le fanatisme religieux. Il appartient aux forces progressistes de s'unir pour la sauver.

Alors, Monsieur le ministre de l'Enseignement Supérieur, l'affaire des Salafistes, un épiphénomène ?

Asma Gharbi
(Étudiante en dernière année, à la Faculté des Lettres de la Manouba)
02.2012

5| Voir : directinfo.webmanagercenter.com/2012/01/17/le-calm-after-the-storm-for-the-faculty-of-letters-of-sousse, N.D.L.R.

6| Voir le documentaire de l'émission « 66 minutes » sur les événements de la Manouba : www.youtube.com/watch?v=QwZDaT4J5aQ&feature=phare, 22 janvier 2012, N.D.L.R.

7| Voir : www.kapitalis.com/fokus/62-national/8401-tunisie-legislation-d'une-milice-islamique-sous-le-couvert-d'une-association.html, N.D.L.R.





Où va la Tunisie?
La question étudiante

Entretien avec Lassad Laabidi, de l'Union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET)

22


Pro J: Pouvez-vous présenter votre organisation: date de création, nombre et types de membres, types d'actions, tendance politique, etc.? Existait-elle avant la Révolution et sous quelle forme?

Lassad Laabidi: L'Union Générale des Étudiants Tunisiens (UGET) est une organisation syndicale pour l'action des étudiants. Fondée en 1952, en France, elle a tenu son premier congrès en Tunisie en 1956. Depuis sa création, elle défend principalement les revendications d'ordre matériel et pédagogique des étudiants. Au cours de son histoire, elle a connu une évolution de ses rouages, de ses objectifs et de son rapport avec le pouvoir en place. Sur le plan politique, elle a tenu tête à l'occupation française, mais des querelles intestines ont éclaté après 1959, relativement à ses rapports avec le nouveau pouvoir. En effet, le gouvernement en place a tenté de faire de cette organisation le porte-voix de la propagande politique pour le compte du parti unique, en allant jusqu'à intervenir dans le changement de son règlement intérieur. C'est lors du congrès du Kef de 1967 que l'article premier de ce règlement a été modifié pour permettre l'intrusion des représentants du Parti Socialiste Destourien (PSD, parti au pouvoir) compromettant ainsi l'indépendance de l'organisation.

Depuis, des querelles intestines ont vu le jour entre les représentants du parti au pouvoir et les forces démocratiques de gauche (les nationalistes arabes et les marxistes) qui revendiquaient l'indépendance totale de l'UGET. Mais en 1976, lors du 18^e congrès de Korba qu'on a qualifié de « coup d'État », le pouvoir s'est retourné contre les vainqueurs de la majorité démocratique en les mettant soit en prison soit en les envoyant sous les drapeaux, pour imposer une direction partisane. Ce fut le début d'une série de crises au sein de l'action syndicale étudiante.

Les forces démocratiques ont réagi à cette épreuve de force en créant des structures syndicales provisoires qui ont conçu un programme sous forme de slogans appelés « Slogans du glorieux mouvement de février », tels que: « Université populaire, éducation démocratique, culture nationale ». Ce fut la rupture tant organisationnelle que politique avec le pouvoir. Cette période est considérée comme

historique par des générations de militants syndicaux, et ces slogans demeurent jusqu'à présent utilisés par les forces démocratiques de gauche comme base pour la résolution de la crise syndicale.

Au cours de cette période des structures syndicales temporaires ont constitué la force de frappe de l'action étudiante qui a pu pousser à la démission la direction fantoche imposée par le pouvoir au congrès de Korba. Ensuite elles ont mené un combat tous azimuts contre les autorités, leur politique, leurs choix économiques et, comme lors de l'opposition à la malheureuse expérience des coopératives des années soixante, les étudiants ont participé massivement à la désobéissance civile de 1978, à la révolte du pain de 1984, réprimée farouchement par l'armée et causant la mort de nombreuses victimes, y compris parmi les étudiants. En plus de la répression exercée contre la direction syndicale pour l'affaiblir, les autorités ont facilité l'émergence d'un courant islamiste au sein de l'université pour déstabiliser l'UGET et inverser les rapports de forces, ce qui a causé de vives tensions entre la gauche démocratique et progressiste — majoritaire dans le milieu syndical — et la droite conservatrice, voire rétrograde, en voie d'expansion.

Les islamistes ont fini par créer leur propre organisation parallèle à l'UGET, à savoir l'UGTE (l'Union Générale Tunisienne des Étudiants), avec la bénédiction du pouvoir en place. C'est alors que la lutte entre la gauche, dominée par les nationalistes démocrates, et le courant islamiste redoubla de vigueur pour atteindre son paroxysme lors des événements de 1984-1985 où la violence fut telle qu'elle provoqua des victimes parmi les étudiants.

Mais le principal bénéficiaire de ces événements était le pouvoir, du moins pour un temps car, contrairement à ce qu'il avait escompté, le mouvement islamiste ne se limita pas à l'université, mais se propagea dans tous les domaines, jusqu'aux institutions de l'État. Ce fut le début d'une nouvelle lutte féroce entre les autorités et les islamistes pour la conservation ou la conquête du pouvoir, lutte au cours de laquelle les islamistes ont été clairement pourchassés, jusqu'à la veille du coup d'état du 7 novembre 1987, qui leur a donné un peu de répit.

En effet, Ben Ali, prôna alors la concorde nationale. Toutes les organisations et tous les partis, dont le courant islamiste, y adhèrent. Mais dans sa tentative de récupération des organisations nationales, y compris l'UGETT (l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens), Ben Ali a permis à l'UGET d'organiser un congrès extraordinaire, le 18^e, sous sa « haute protection », ce qui a permis à des scissionnistes du mouvement nationaliste d'accéder à la direction de l'organisation étudiante, sans se soucier de politique. Ce congrès inaugura une nouvelle série de crises de l'action syndicale marquée



23


par la lutte pour la répartition des postes, par des actions de sabotage et surtout par le reniement des principes véhiculés par les slogans du « Glorieux mouvement de février ». Face à cette crise qui se poursuit jusqu'à nos jours, des hommes et des femmes de bonne volonté de divers horizons continuent à militer au sein de l'organisation pour la sauver des prédateurs.

Pro J: Quels sont vos rapports avec le corps enseignant et avec les étudiants eux-mêmes, au sein de la Fac?

Lassad Laabidi: Malgré les crises qu'a connues l'Union, cette dernière a pu, grâce aux efforts de ses militants, obtenir des acquits et poursuivre son implication dans les causes des étudiants. L'Union soutient également les causes des peuples et leur aspiration à l'autodétermination, comme le peuple palestinien par exemple. Ses rapports avec les autorités sont conflictuels. L'Union milite contre la politique répressive à l'encontre du peuple et de la nation. Elle a également tenu tête aux étudiants du Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD, parti au pouvoir sous Ben Ali) et a pu par-là même être le porte-voix des étudiants et du peuple, dans le même temps.

Ses rapports avec le corps enseignant ont connu des périodes troubles vu que le syndicat des professeurs connaît lui-même des crises entre les professeurs patriotes et ceux qui soutiennent le parti au pouvoir, mais l'union a bénéficié du soutien de professeurs honorables dans certains mouvements, tant estudiantins que populaires, ou même pour les causes arabes comme la guerre en Irak ou la cause palestinienne. Enfin, l'Union a milité pour la neutralité de l'administration et pour son autonomie par rapport à la politique de l'État.

Pro J: Comment vous positionnez-vous face aux questions religieuses dans l'enceinte de la Fac et, plus largement, au sein des institutions scolaires, en Tunisie ?

Lassad Laabidi: L'Union est le porte-parole des préoccupations des étudiants. Elle ne prend en considération que ce que propose le mouvement étudiant. L'Union considère que les heurts que connaît la faculté aujourd'hui opposent les nationalistes et démocrates « amis du peuple » et ceux qui veulent confisquer la Révolution (du 14 janvier 2011). Les forces obscurantistes, appuyées par les autorités, tentent d'attiser les questions religieuses telles que le niqab et l'identité, pour détourner l'attention des objectifs réels du combat qui concernent les problèmes des étudiants, tels que le système édu-

catif, les problèmes de logement, de bourse, de chômage, de diplômes (cent nonante mille diplômés chômeurs). Le combat des étudiants syndicalistes dépasse celui de l'idéologie pour embrasser celui du peuple, pour la plupart au chômage, pauvre et marginalisé.

L'Union cherche à trouver des solutions radicales pour construire une économie nationale digne de ce nom. Pour toutes ces raisons, l'Union n'épouse aucune des causes susceptibles d'être en relation avec une quelconque idéologie — *a fortiori* celle liée à « l'identité islamique » (le port du niqab, la séparation des filles et des garçons au sein du campus et en classe) -, causes chimériques qui n'ont pas lieu d'être, selon l'Union syndicale, car elles sont autant de diversions et de faux débats face aux réels problèmes et revendications populaires.

Afin de mener ce combat, l'Union soutient toutes ses filières, représentées dans des bureaux, répartis dans des bureaux fédéraux, ainsi que dans différents campus sur le territoire tunisien.

Pro J: Avez-vous (ou tentez-vous d'avoir) une visibilité au niveau du grand public – via la presse, par exemple ou par des actions spécifiques? Dans le même sens, avez-vous des liens avec d'autres organisations comparables (étudiantes ou non), à Tunis et dans le reste du pays ?

Lassad Laabidi: L'action syndicale connaît une crise, donc son travail de propagande se voit limité à des tracts et des prospectus distribués aux étudiants. La classe politique de l'ancien régime (sous Ben Ali) avait exercé des pressions sur l'organisation syndicale dont les membres ont été harcelés. Les réunions et meeting étaient les seules opportunités qu'avaient les militants pour faire entendre leur voix. L'organisation syndicale travaille en étroite collaboration avec les autres organisations en vue d'organiser des meetings, mais, elle est autonome dans les prises de décisions.

Pro J: Au-delà de la présente question salafiste, comment envisagez-vous de développer votre organisation, par exemple en tant qu'interlocuteur des autorités politiques, des autorités de tutelle, etc. ?

Lassad Laabidi: Les autorités continuent à marcher sur les pas des pratiques de l'ancien régime, jusqu'à nos jours. Elles cherchent à obstruer, à saboter l'action syndicale. En effet, le parti fortement majoritaire Ennahdha (89 sièges sur 217 dans la Constituante) cherche à faire renaître une organisation parallèle, de tendance islamiste, l'Union Générale Tunisienne des Étudiants (UGTE).

La majorité islamiste au pouvoir cherche à contrecarrer toute action contestataire en appuyant cette organisation parallèle. Les syndicalistes pensent que la crise se poursuivra encore tant qu'il y aura deux organisations antinomiques. Ce qui pourrait donner lieu au même scénario qu'a connu l'organisation dans les années quatre-vingt. Déjà, les militants de l'Union ont été l'objet d'intimidations et d'attaques violentes. La dernière en date a été perpétrée le 4 janvier 2012, devant le siège du ministère de l'Enseignement Supérieur. Les étudiants, en collaboration avec les professeurs ont organisé la contestation contre le pourrissement de la situation à la Faculté des Lettres, des Sciences humaines et des Arts de la Manouba (des salafistes ont investi les locaux de l'université et ont observé un *sit-in* dans le hall du recteur). Or, le ministre de l'Enseignement Supérieur n'a pris aucune mesure efficace pour aider à la résolution de la situation.¹

Le tableau ne cesse de s'assombrir mais il existe cependant une lueur d'espoir en vue de trouver des solutions à la crise syndicale, comme l'organisation d'un congrès dans les mois à venir sur la base, minimale, des slogans du « Glorieux mouvement du 5 février ».

Entretien écrit par Alain Detilleux ; réalisé et traduit de l'arabe par Asma Gharbi, à la Faculté des Lettres de la Manouba, le 9 janvier 2012.

¹| Pour un développement concernant de cette occupation de la Faculté de la Manouba, voir le témoignage en page 18 du présent numéro.



Erasmus pour tous ?

Le 23 novembre 2011, la Commission européenne présentait son nouveau programme pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport: « Erasmus pour tous » (*Erasmus for all*). Ce programme, qui doit remplacer pas moins de sept autres programmes européens liés à la jeunesse — en ce compris le programme « Jeunesse en action » (*Youth in action*) — à partir de 2014, suscite de nombreuses et sérieuses inquiétudes chez les Organisations de Jeunesse.

1. Les inquiétudes

La raison d'être du programme: Erasmus pour tous

La première inquiétude est liée à l'« esprit » qui anime *Erasmus pour tous*: à qui ce programme bénéficie-t-il et pourquoi?

Alors que le programme *Jeunesse en action* avait pour objectif « de développer et de soutenir la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse en encourageant la participation des jeunes à la vie publique, notamment des plus défavorisés et des handicapés

(Nous soulignons.), ainsi que leur esprit d'initiative, d'entreprise et de créativité »¹, *Erasmus pour tous* « se fonde sur l'idée qu'investir dans l'éducation et la formation est le moyen de libérer le potentiel des personnes, indépendamment de leur âge ou de leur origine, en favorisant le développement personnel, l'acquisition de nouvelles aptitudes professionnelles et l'amélioration des perspectives d'emploi. »²

On assiste, en fait, à un changement de priorités entre les deux programmes: l'employabilité des jeunes prime désormais sur le droit à l'éducation à la citoyenneté européenne pour tous les jeunes. On peut, dès lors, légitimement s'inquiéter de la place qui sera accordée à l'avenir — avec *Erasmus pour tous* — aux jeunes moins favorisés et/ou handicapés. Tout laisse à penser que leur accès aux financements européens pour la mobilité des jeunes leur sera plus difficile qu'auparavant.

La priorité à l'employabilité sur le bien-être des jeunes

En lisant la première version³ du programme *Erasmus pour tous*, présentée ce 23 novembre 2011 par la Commission européenne, le constat est sans appel: l'accent mis sur la priorité à l'employabilité est partout présent dans le texte. Pire encore: l'Europe veut faire des Organisations de Jeunesse un outil de formatage des jeunes au service du patronat!

1| Europa, synthèse de la législation de l'UE, *Jeunesse en action* (2007 – 2013), europa.eu/legislation_summaries/education_training_youth/youth/c11080_fr.htm

2| Commission européenne, *Erasmus pour tous, investir dans l'éducation, la formation et la jeunesse en Europe*, europa.eu/education/erasmus-for-all/index_fr.htm

3| *Ibidem*

Ainsi peut-on lire que: « Les établissements d'enseignement et de formation ou les organisations pour la jeunesse bénéficieront quant à eux de nouvelles possibilités en ce qui concerne la conclusion de partenariats axés sur l'échange de bonnes pratiques ou de partenariats avec des entreprises pour promouvoir l'innovation et l'employabilité. (Nous soulignons.) »⁴

En d'autres termes, l'Europe entend tout bonnement faire voler en éclats les missions d'éducation non formelle propres aux Organisations de Jeunesse, au niveau européen: bien-être des jeunes, engagement européen, conscience européenne.

Le mépris de l'éducation non formelle

Clairement donc, c'est carrément l'avenir des organisations de jeunesse œuvrant au niveau européen et international qui est mis en péril, puisque leurs missions actuelles sont de contribuer « au développement des jeunes — par les jeunes —, de leurs aptitudes personnelles, en vue de les aider à devenir des citoyens actifs, responsables et critiques au sein de la société. »⁵

L'Union européenne sacrifie ainsi l'éducation non formelle au profit de l'éducation formelle, dans la perspective de former des élites compétitives.

Le plafonnement du budget financier de l'éducation non formelle européenne

Une autre inquiétude, qui anime les Organisations de Jeunesse, concerne le budget qui sera consacré, dans les prochaines années, à l'éducation non formelle au niveau européen et international.

En effet, dans la première mouture du programme *Erasmus pour tous*, la Commission européenne communique dans les termes suivants: « Ce programme, dont le lancement est prévu en 2014, entraînerait une augmentation substantielle des fonds alloués au développement des connaissances et des aptitudes professionnelles. »⁶ Et plus loin: « Le programme *Erasmus pour tous* présentera une structure rationalisée, pour une efficacité accrue, et permettra ainsi d'octroyer des bourses à un plus grand nombre d'étudiants, de stagiaires, d'enseignants, etc. Les avantages en résultant pour les individus profiteront également à l'économie de l'Union dans son ensemble. »⁷ Cependant, si le budget 2014-2020 pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport augmente globalement de façon « substantielle », la part réservée à l'éducation non formelle et la jeunesse reste, quant à elle, inchan-

4| *Ibidem*

5| www.resoj.be/01_resoj.html

6| Commission européenne, *op. cit.*

7| *Ibidem*

gée par rapport au budget de 2007-2013 — alors que l'enveloppe pour l'éducation formelle (Éducation et Formation) et le sport est en hausse. Par conséquent, on peut se demander quels seront, à moyen et long terme⁸, les moyens financiers encore disponibles pour pouvoir mettre en œuvre des projets de mobilité transnationaux et citoyens, avec des jeunes dont l'éducation formelle n'est pas ou peu un moyen d'intégration.

l'absence d'un programme séparé pour les projets jeunesse

Par ailleurs, avec l'inclusion indistincte du programme *Jeunesse en action* dans celui de *Erasmus pour tous*, nous craignons l'affaiblissement des échanges sur les bonnes pratiques liées au secteur spécifique de la jeunesse et de l'éducation non formelle, au niveau européen; ce qui, à court terme, représenterait un appauvrissement de la vivacité du secteur.

2. Les axes à défendre

On l'aura compris: la politique du programme *Erasmus pour tous* de l'Union européenne risque de diminuer les opportunités de projets européens destinés à promouvoir l'éducation non formelle, pour et par les jeunes de l'Union.

28



Face à cette menace, nous plaidons pour:

- ➔ le maintien d'un programme jeunesse d'éducation non formelle européen distinct du programme *Erasmus pour tous*;
- ➔ l'allocation d'un budget spécifique pour ce programme, ainsi que sa révision à la hausse; comme le sont les différents programmes de l'Union à destination de la jeunesse, notamment celui d'échange des étudiants;
- ➔ une politique Jeunesse européenne qui n'exclue pas les jeunes moins favorisés et/ou handicapés;
- ➔ un programme ayant, entre autres, pour priorités le bien-être, l'émancipation et la promotion d'un esprit cosmopolite des jeunes européens.

3. Les moyens d'action

Comme le programme *Erasmus pour tous* est discuté en ce moment par le Conseil européen (les 27 états membres) et le Parlement européen (les eurodéputés) — et qu'une réaction officielle de l'Union n'est pas attendue avant 5 à 8 mois —, nous vous proposons, si vous le

souhaitez⁹, deux initiatives visant conjointement à défendre un programme d'éducation non formelle européen indépendant, comme l'est actuellement le programme *Jeunesse en action*: d'une part, lire et relayer, auprès de vos contacts, la lettre envoyée par le Conseil de la jeunesse de la Communauté française auprès des eurodéputés; et d'autre part, enregistrer vos impressions sur la nouvelle politique européenne en matière de promotion de la jeunesse sur le *Forum européen de la jeunesse*. Ces réactions sont destinées à nourrir un argumentaire solide, pour toute personne — vous, d'autres Organisations de Jeunesse, des eurodéputés... — craignant que l'éducation non formelle ne disparaîsse de la politique Jeunesse européenne.

- ✖ Première initiative proposée: " lire et relayer la lettre écrite par le Conseil de la jeunesse de la Communauté française "

Pour lire et relayer la lettre du Conseil de la jeunesse envoyée aux eurodéputés auprès de vos contacts, allez sur: www.conseildelajeunesse.be/Defense-du-Programme-Jeunesse-en

Par ailleurs, si vous souhaitez contacter le Conseil de la jeunesse, voici leur adresse mail général:
conseil.jeunesse@cfwb.be

- ✖ Deuxième initiative proposée: laisser vos réactions sur le Forum européen de la jeunesse.

L'adresse internet est la suivante:
www.whereareyouthgoing.eu/info
L'adresse générale du site est:
www.forumjeunesse.org/fr

Le Forum européen de la jeunesse " est une plate-forme indépendante, démocratique, dirigée par des jeunes, qui représente 98 Conseils nationaux de Jeunesse et ONG internationales de jeunesse répartis à travers l'Europe. Le YFJ¹⁰ œuvre au renforcement des capacités des jeunes, pour qu'ils participent activement à la société et

améliorent leurs propres vies, et il le fait en représentant et en défendant leurs besoins et intérêts et ceux de leurs organisations auprès des institutions européennes, du Conseil de l'Europe et des Nations Unies."¹¹

Savery Plasman
02.2012

11| Forum européen de la jeunesse, www.forumjeunesse.org/fr



29



Jeunes
FGTB

Jeunes FGTB
jeunes-fgtb.be

Jeunes FGTB : carnet de campagne

À y regarder de près, le présent et le futur de l'emploi et des droits sociaux des jeunes ne sont pas des plus roses. Un présent fait de chômage de masse (pour les moins de 25 ans, en moyenne en 2010: 2 jeunes sur 5 à Bruxelles et 1 jeune sur 3 en Wallonie), de contrats précaires et, par conséquent, de freins à l'émancipation syndicale. Un futur bouché par de sombres perspectives: allongement du stage d'insertion à 12 mois pour tous, limitation des allocations d'insertion dans le temps, projets de flexibilisation accrue et généralisée des premiers contrats, restriction de l'accès à la préension et à la pension anticipée pour les travailleurs plus âgés (ce qui restreindra encore plus le nombre d'emplois disponibles), etc.

Mais rien n'a jamais été facile et aucun progressiste n'ignore que les lendemains qui chantent ne se conquièrent qu'à force d'entêtement et de mobilisation sans relâche.

Face à la déferlante bien-pensante de la « responsabilité » face aux « marchés », à la soumission (plus ou moins volontaire) de

nombreux gouvernements à la voie unique vers l'austérité-nécessaire-parce-vous-comprenez-bien-c'est-en-vivant-plus-mal-qu'on-vivra-mieux-et-puis-surtout-il-faut-rester-compétitif, la défense de notre projet de société nécessite plus que jamais un entêtement de tous les instants. Et c'est bien cet état d'esprit qui constitue le socle inébranlable de notre volonté d'action collective et de mobilisation permanente.

Les 3 textes des Jeunes FGTB publiés dans ce numéro rendent compte de l'état actuel de notre campagne de mobilisation:

Nous revenons tout d'abord sur les différentes mesures de l'accord gouvernemental fédéral qui sont néfastes pour les jeunes.

Mesures qui nous ont poussés à investir les places et les rues à la fin du mois de janvier pour informer, discuter et inviter les citoyen-ne-s rencontré-e-s à se joindre à la grève générale du 30 janvier (ou, du moins, à en comprendre les raisons).

Et, puisque 2012 n'est pas qu'une année d'élections communales, on vous relatera aussi notre campagne Jeunes FGTB pour les élections sociales! Parce qu'étant donné le temps qu'on passe au boulot, autant le mettre à profit pour (y) changer le monde!



Le triple A du gouvernement Di Rupo 1^{er}

Après les agressions diverses contre les sans-emploi, le gouvernement s'attaque maintenant aux pensions. Les Jeunes FGTB s'indignent de ces mesures antisociales qui constituent une attaque frontale contre tous les travailleurs, et particulièrement les plus jeunes d'entre eux.

→ Aucune mesure créatrice d'emplois!

Plus de 500 jours de « réflexion » n'ont apparemment pas suffi aux négociateurs pour imaginer la moindre mesure réellement créatrice d'emplois durables et de qualité. Il y a pourtant plus de 600 000 chômeurs en Belgique. Comment relancer une économie durable et sociale sans création d'emplois? Quelles perspectives d'insertion le gouvernement offre-t-il aux jeunes?

→ Attaques contre les sans-emploi!

Le stage d'attente (ou « d'insertion » selon la nouvelle terminologie officielle) est rallongé: il passe de 9 à 12 mois. Les jeunes sans emploi seront condamnés à jouer les « Tangy » encore plus longtemps. Et ceux qui n'ont pas la chance de pouvoir compter sur la solidarité familiale n'auront qu'à s'adresser au CPAS... pourtant déjà débordé!

Les conditions pour obtenir, mais aussi conserver, les allocations « d'insertion » vont également être renforcées. Ces allocations seront, sauf à de rares exceptions, limitées à trois ans¹. Les bénéficiaires d'allocations d'attente seront en outre soumis à un contrôle spécifique qui viendra se rajouter au contrôle ONEm et à l'accompagnement individuel régional... Soit un triple contrôle! À terme, il est à craindre que ces allocations, véritable synonyme de survie pour des dizaines de milliers de jeunes, ne soient vouées à disparaître.

→ Agressions contre les pensions!

Le rallongement de la carrière n'aura qu'un seul effet: maintenir au travail des salariés âgés et fatigués alors que des milliers de jeunes n'attendent qu'un emploi!

Les conditions de carrière passent de 35 à 40 années... Les jeunes d'aujourd'hui, qui étudient plus longtemps et sont confrontés au chômage et à l'emploi précaire, verront donc inévitablement l'âge de leur pension augmenter.

1| Selon des modalités dépendant de la situation familiale, de l'âge, des périodes de travail, etc.

Le gouvernement n'a pas retenu les leçons du passé. Il nous prépare un deuxième pacte anti-générations alors que le premier n'a eu aucun effet bénéfique sur la création d'emploi pour les jeunes².

→ Aucune mesure créatrice d'emplois!

→ Attaques contre les sans-emploi!

→ Agressions contre les pensions!

Le triple A du gouvernement Di Rupo 1^{er} est placé sous le signe de l'Austérité...

Et ce triple A, nous n'en voulons pas!

Plutôt que de suivre aveuglément les diktats d'agences de notation — qui ne représentent qu'elles-mêmes — et de courir après leurs bons points, les responsables politiques feraient mieux de se soucier de ceux et celles qui les ont élus.

Améliorer les conditions de travail et de vie des citoyens, construire une économie sociale et durable où les hommes et les femmes sont au centre des préoccupations... Tel devrait être le souci des élus. Nous ne manquerons pas de le leur rappeler dans les jours et les semaines qui viennent.

Grève générale à l'horizon: les Jeunes FGTB mobilisent dans la rue!

C'est dans plusieurs villes de Wallonie et à Bruxelles, mais sous un slogan unique, que les Jeunes FGTB ont sensibilisé les (jeunes) citoyen-ne-s à la nécessité de la grève générale du 30 janvier.

On débute le mercredi 25 janvier après-midi avec une attention toute particulière aux élèves de passage. À la rue de la Montagne de Charleroi ou à la rue Neuve de Bruxelles, le cœur de notre message est le même, qui raille au passage la très médiatisée (et très fausse) « irresponsabilité » des syndicats: « La grève est inévitable, car nous avons face à nous des irresponsables! Le gouvernement prévoit de mettre des milliers de jeunes sans emploi dans une m... noire en limitant l'accès aux allocations d'attente et... à l'emploi ».

En quelques phrases simples et plusieurs dessins explicatifs, c'est sur le ton du second degré que les Jeunes FGTB ont proposé aux élèves (et aux autres) de s'interroger sur les causes réelles de l'austérité et de l'attaque généralisée contre les plus faibles.

« Gréviculteurs » les syndicalistes? Non, la grève n'est que le moyen d'action ultime, celui que l'on ne choisit que lorsque la négociation a échoué.

« Conservateurs, voire passéistes, les syndicats? » Mais si ces « réformes » austères (baisse de financement des services publics, carrières plus longues, grosses brèches dans les droits sociaux, etc.) que l'on nous propose visent à nous faire revenir un siècle en arrière, qui sont les vrais passéistes? Les syndicats qui se battent pour aller de l'avant et conquérir de nouveaux droits pour tous ou leurs adversaires qui cherchent à les détruire et à revenir aux priviléges pour quelques-uns?

Un exemple: en l'absence d'allocations d'insertion et vu le faible nombre d'emplois disponibles, les jeunes concerné-e-s devront s'en remettre à la solidarité familiale où à l'assistance publique. Qui proposent ces « réformes » moyenâgeuses? Les syndicats? « Preneurs d'otages », les syndicalistes? Mais quand le choix exprimé par le peuple souverain, sur base du programme des partis, est bafoué par la soumission des mêmes partis à une austérité aussi dogmatique qu'antidé-

mocratique... Qui sont les preneurs d'otages? Ceux qui veulent défendre les droits de tous en refusant d'être dominés? Ou ceux qui courbent l'échine et s'assoient sur leur mandat politique?

Si certains quolibets habituels volent (« irresponsables », justement... les médias dominants ont bien fait passer leurs mots-clés;-)), on constate toutefois un réel intérêt de la majorité des passant-e-s pour cette petite mise en scène. Une dame nous explique l'état délabré de l'école sous-financée de son fils, un jeune sans-emploi nous explique sa rage et nous demande jusqu'où cet acharnement contre les plus mal lotis va nous mener... « S'ils continuent, ça va péter, c'est clair... », conclut-il. Et on peut difficilement lui donner tort.



Après la sensibilisation des citoyen-ne-s, place aux interpellations politiques!

Le lendemain, une délégation des Jeunes FGTB et des ABVV jongeren propose un petit jeu simple à la nouvelle Ministre de l'Emploi et du Travail: placer le contenu d'une bouteille d'1,5 litre (représentant les 412 000 demandeurs d'emploi) dans une bouteille vide de 25 centilitres (soit les 120 000 emplois disponibles). Impossible? Pas pour la Ministre, apparemment. Lors d'un entretien avec une dizaine de délégué-e-s et permanent-e-s, elle nous explique que:

→ « La génération du baby-boom va partir à la pension, donc ça créera plein d'emplois! ». Ah bon? Ça fait des années qu'on nous ressort la même rengaine. Elle n'a pas dû lire les prévisions du Bureau du Plan sur les créations nettes d'emploi pour les prochaines années (quelques dizaines de milliers, tout au plus), ni prendre acte de l'allongement obligatoire de nombreuses carrières décidé par un gouvernement... dont elle fait partie!

2| Voir le dossier de presse *Évaluation du Pacte des Générations à la loupe*. En tout petit, il est bien écrit : « On vous prend pour des c... ». www.fgtb-wallonne.be/sites/default/files/fichiers/dossier_de_presse_jeunes_fgtb_19_oct_2011.pdf

→ L'activation renforcée des demandeurs d'emploi sans augmentation significative des emplois de qualité disponibles nous mène dans le mur. « Oui, mais ce n'est pas socialiste de laisser des gens au chômage! ». Parce que c'est socialiste de les obliger à accepter des boulot précaires et sous-payés ?

→ Et pour les jeunes qui cherchent désespérément un premier emploi et n'en trouvent pas? « On proposera aux plus méritants des bénéficiaires des allocations d'insertion des premiers contrats très flexibles de 6 ou 8 mois, à négocier avec les employeurs et avec des réductions de cotisations sociales, etc. » Sans obligation de CDI à l'issue du contrat, bien sûr. Quelle riche idée! C'est très novateur et ça ne fait pas 20 ans qu'on nous reproposent ces recettes inadaptées...

À l'issue de cet entretien, un constat s'impose: face à de tels arguments dogmatiques, la bataille des idées sera rude. Mais comme à chaque fois, nous nous retrouverons les manches!



Entretien avec la ministre de l'Emploi et du Travail

Et pour rester dans la dynamique, on enchaîne le lendemain avec une action symbolique devant le cabinet du Ministre des Pensions: des étudiants, jeunes travailleurs et jeunes syndicalistes bruxellois organisent l'enterrement de l'emploi de qualité pour les jeunes.



Action devant le SPF Emploi

Avec les mesures gouvernementales retardant le départ à la prépension et à la pension anticipée, la possibilité à présent offerte aux entreprises d'embaucher directement des jeunes en intérim et la triple activation des jeunes en « insertion » (évaluations durant le stage, et double évaluation ONEm et service régional pour l'emploi s'ils arrivent à bénéficier d'allocations d'insertion) qui les poussera à accepter n'importe quel boulot précaire, on signe l'arrêt de mort de l'emploi stable et décent des jeunes.

Sans parler de l'impact que cette précarité prolongée aura sur leur possibilité d'exercer leurs droits syndicaux...

Mais, comme chez les Jeunes FGTB on est radicalement optimistes et on dépense toutes nos énergies à construire la société égalitaire de demain, on enchaîne directement sur la poursuite de la campagne Jeunes pour les élections sociales 2012!

Et on crie tous ensemble, bien fort:

**Prêt pour la Révolution? Engage-toi!
Changer le monde, ça peut commencer
dans ton entreprise!**

La démocratie, ça fonctionne aussi dans les entreprises... grâce aux délégués syndicaux!

2012 est une année d'élections sociales. Les travailleur-e-s d'entreprises employant au minimum 50 personnes vont élire leurs représentant-e-s syndic-aux-les, qui défendront leurs droits face à l'employeur.

Les élections sociales ont lieu tous les 4 ans et permettent de mandater des délégué-e-s dans les organes de concertation de l'entreprise : le Comité pour la Protection et la Prévention au Travail (CPPT), le Conseil d'Entreprise (CE) et la Délégation Syndicale (DS). Ces représentant-e-s élu-e-s sont les délégué-e-s des travailleurs, qui portent leur voix et leurs revendications lors des réunions avec les patrons.

Pour les jeunes travailleur-se-s, c'est parfois la première expérience d'élections en entreprise. Élément fondamental pour eux (mais parfois peu connu): il existe des mandats spécifiques pour les jeunes dans les entreprises où tra-

vaillent au moins 25 jeunes de moins de 25 ans! Ces mandats permettent de s'impliquer dans la concertation en défendant les jeunes face aux problèmes spécifiques qu'ils rencontrent: contrats précaires, dégressivité salariale...

Les Jeunes FGTB ont réalisé une campagne d'information et de sensibilisation destinée aux jeunes travailleur-se-s:

- ✖ Un site d'informations sur les jeunes et les élections sociales:

Les Jeunes FGTB ont remis à jour leur site www.workingclassheroes.be où se retrouvent toutes les informations concernant les élections sociales: ce que c'est, comment cela fonctionne, comment on devient candidat, comment on vote, ce qu'est un collège jeune, etc.

- ✖ Des vidéos explicatives sur le rôle de délégué-e:

Les informations passent de plus en plus par les images, il est important d'utiliser celles-ci pour faire passer un message. C'est pourquoi nous avons réalisé 4 films d'animation qui expliquent, de manière simple, différentes manières d'agir pour améliorer les conditions de travail dans l'entreprise (et au-delà!). Les jeunes peuvent également réaliser leurs films de campagne et les publier sur le site Working Class Heroes.

- ✖ Une campagne sur le terrain:

Pour informer un maximum de jeunes, les Jeunes FGTB vont distribuer des flyers et des affiches dans les entreprises. L'information est cruciale pour pouvoir faire entendre sa voix et défendre ses droits!

Car pour changer le monde, on peut aussi commencer dans son entreprise: pour un monde plus solidaire, plus social et plus juste... dans tous les domaines!

Jeunes FGTB
02.2012



Excepté Jeunes
exceptejeunes.be

Axes stratégiques qui guident nos actions

Excepté Jeunes veut atteindre ses finalités en misant sur:

- ➔ des actions épanouissantes, ludiques, éducatives et structurantes proposées et préparées par les jeunes eux-mêmes. La participation prend ici tout son sens;
- ➔ des actions qui mettent plus l'accent sur le processus que sur l'action elle-même. C'est ce que nous appelons la « pédagogie du projet ». Le processus d'éclosion, de planification et d'opérationnalisation est plus important que le but vers lequel tend telle ou telle action collective. Cependant nous sommes attachés à ce que les résultats atteints puissent valoriser les jeunes à leurs propres yeux et aux yeux de leurs parents, proches et des composantes de la société;
- ➔ un langage simple, accessible et une communication non-paternaliste et non moralisatrice envers le public jeune auquel elle s'adresse;
- ➔ les compétences de chacun qui, pour nous, doivent être valorisées et mises à disposition des autres;
- ➔ l'émergence de nouveaux espaces de rencontres où se regroupent des jeunes qui partagent et/ou seront invités à partager les mêmes préoccupations voire les mêmes centres d'intérêt;
- ➔ l'éveil des passions et à certaines activités nouvelles avec l'objectif majeur d'enrayer toutes les formes de délinquance ou tout désintérêt global chez les jeunes qui risqueraient dès lors de s'envoler vers d'autres paradis artificiels (alcool, drogues...);
- ➔ la création d'un réseau d'échanges inter-générationnel dans lequel le jeune a une autre place que celle de « subordonné » vu son âge. Où il apporte, aux plus jeunes comme aux plus âgés que lui, une compétence bien spécifique dans un respect mutuel.

Les 3 axes choisis pour guider nos activités et directement structurer notre projet pédagogique sont:

- ✖ Axe 1: Actions d'animation, d'information, de formation et d'éducation à la citoyenneté

- ✖ Axe 2: Actions de sensibilisation, de prévention et d'assistance — Contre les assuétudes et pour la Sécurité routière
- ✖ Axe 3: Actions de Solidarité, de retissage des liens sociaux et de lutte contre toutes les formes d'exclusions.

Ces différents axes sont déclinés en différents objectifs généraux derrière lesquels chaque action entreprise par « Excepté Jeunes » est structurée. C'est cette méthodologie qui fut choisie pour vous présenter le présent rapport moral.

Actions de sensibilisation, de prévention et d'assistance

Objectifs:

Réduire les risques liés à l'usage principalement d'alcool (et de drogues). Ces actions (conjuguées avec celles entreprises pour la sécurité routière) sont centrées sur les différentes dépendances (mais surtout l'alcool) auxquelles le jeune peut être confronté dans une perspective globale (des drogues douces aux dures). Les outils au service de ces actions inscrivent le sujet des dépendances (essentiellement l'alcool) dans un questionnement large sur le sens et les choix de vie à une époque (l'adolescence) déterminante de développement psychologique, affectif, intellectuel et physique de l'individu. (Actions de « Sauvetage » à l'occasion notamment des fêtes de Wallonie, réduction des Risques en milieu festif, actions contre les violences conjugales...).

Le campus tour:

Actions de sensibilisation, de prévention et d'assistance contre l'alcool et pour la sécurité routière au sein des Universités et les Hautes Écoles de la Communauté française de Belgique dues aux Constats inquiétants en matière d'alcool chez la population jeune.

Objectifs:

Réduire les risques liés à l'usage principalement d'alcool. L'objectif principal de notre démarche étant de responsabiliser les jeunes aux dangers de la route et des effets de l'alcool sur la santé.

Par les actions de prévention qu'elle mène, notre association prend concrètement le problème à la source en se rendant sur les lieux privilégiés des fêtards (dancing, festival, soirées, écoles...) plusieurs fois par mois, et ce, dans toute la Communauté française. Nous sommes appelés à sensibiliser les jeunes conducteurs tant à l'entrée qu'à la sortie de ces lieux « bien arrosés ».

Aujourd'hui, en concertation avec le Ministre de l'enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt, nous allons investir les campus universitaires et ceux des Hautes

Écoles afin d'y développer nos animations et actions préventives.

Des outils pour sensibiliser les jeunes aux dangers d'une conduite sous influence:

Les lunettes spéciales

Les lunettes spéciales simulent les effets sur la vision (et donc sur la conduite sous effet d'alcool).

Le Cuistax

L'animateur va d'abord proposer aux participants d'effectuer un parcours de sécurité routière (circuit monté avec panneaux de signalisation) dans des conditions normales. Une fois que le conducteur semble bien maîtriser son véhicule, l'animateur proposera au jeune le mode « conduite sous influence » en se munissant de lunettes spéciales simulant la prise d'alcool.

L'alcotest

À l'entrée du milieu festif, nos jeunes volontaires proposent aux jeunes conducteurs fêtards de prendre un engagement pour la soirée; à savoir, prouver qu'ils sont aptes à prendre leurs responsabilités et ne pas consommer d'alcool.

Le Crash-test et la Voiture-tonneaux

Pour démontrer par l'exemple l'utilité de la ceinture de sécurité et des effets désagréables liés à un accident de la route.

Quiz alcool

Ce quiz permet d'entamer la discussion avec les jeunes en partant de questions ouvertes ou d'idées préconçues pour contrecarrer les mythes et autres idées fausses sur les assuétudes.

Échanges – Rencontres – Débats

Actions de Solidarité et de développement communautaire

→ Ancrer le principe d'égalité des chances dans la vie sociale, culturelle et économique quotidienne.

Objectif général:

Accompagner les individus victimes de discriminations ou fragilisés.

Cet axe de programmation vise à donner une plus grande chance de future insertion à des jeunes (et plus particulièrement des enfants) fragilisés par des lacunes du milieu dans lequel ils évoluent.

→ Ateliers créatifs divers à Mettet et Arsimont les mercredis après-midi.

→ Soutien scolaire et animations au parc résidentiel de Mettet.

Favoriser l'accès à la citoyenneté, la culture et le divertissement pour des personnes socialement précarisées et/ou fragilisées L'objectif principal de ces actions est de (re)tisser les liens sociaux et de lutter ainsi contre

l'exclusion mais plus généralement de (ré) inscrire l'individu dans l'espace social, à faire en sorte que l'individu participe à la vie communautaire et (re)trouve ses droits et ses devoirs sociaux.

Le Noël des enfants (ex.: dans les hôpitaux), la foire pour tous les enfants...) SoliNamuriDays (Organisation de repas communautaires.

Soutien au secteur namurois d'assistance sociale (Resto du cœur de Namur...)

Actions d'éducation à la citoyenneté, d'animations, d'information et de formation

→ 1. Éduquer à la tolérance, à la démocratie, à la citoyenneté, aux droits de l'homme, à la diversité culturelle et philosophique Objectif général: Combattre toutes les formes d'intolérance, d'extrémisme, d'injustice, d'exclusion et de discrimination et provoquer la rencontre entre personnes issues de milieux sociaux, culturels et philosophiques différents (tambours pour la paix, les messagers de la démocratie...).

→ 2. Animation Objectif général: proposer aux jeunes des espaces de divertissements, d'émancipation, d'expérimentation et d'expression.

Deux Écoles de devoirs reconnues situées à Arsimont et Mettet.

Les ateliers pédagogiques et ré créatifs organisés à Arsimont, Mettet ou encore Tamines s'affirment de plus en plus comme des lieux où le jeune construit sa personnalité et tend vers l'autonomie, l'émancipation et la socialisation.

Quatre grands segments d'activités sont proposés, aux jeunes de 3 à 14 ans de la région:

1. Les activités pédagogiques: renforcer les acquis scolaires et permettre une remise à niveau;

2. Les activités récréatives: développer l'expression de soi et renforcer l'estime de soi;

3. L'écoute-guidance: proposer un service d'écoute et de parole;

4. L'éducation à la citoyenneté: Mettre sur pied des activités citoyennes.

Les Plaines communales de Sambreville.

L'Administration communale de Sambreville a mandaté l'asbl Excepté Jeunes pour préparer, organiser, coordonner et évaluer les Plaines de jeux (toutes les formalités prévues par l'ONE liées à l'agrément comme Centres de vacances inclus).

Le recrutement, la sélection et la formation des animateurs sont des tâches que l'association a également menées à bien.

Les ateliers ré créatifs.

En période de congés scolaires, Excepté Jeunes tente de développer l'expression de soi et l'affirmation de soi au travers d'ateliers récréatifs chez les jeunes de 3 à 14 ans.

Les ateliers créatifs donnent aux jeunes la possibilité de découvrir des techniques créatives et artistiques: ateliers vidéo, peintures naturelles, collage, papier mâché, terre, etc. Ils peuvent alors créer librement, sur base du thème proposé et diversifié d'une période à l'autre.

✗ Stage de Carnaval

✗ Stage de Pâques

✗ Stages d'été (Août)

✗ Séjour à Tilff avec les enfants du Resto du cœur de Namur, du CPAS de Sambreville et des enfants du Parc de Mettet, durant les vacances de Toussaint, l'asbl offre un séjour inoubliable aux enfants les plus fragilisés de la province.

✗ Stages de Noël

→ 3. Information Point Relais Infor Jeunes : Objectif général:

Vérifier, traiter et diffuser l'information pour la mettre à la disposition de tous les jeunes,

par tous les moyens appropriés. Une information conçue en réponse aux demandes et besoins que les jeunes expriment.

Dans ce Point Relais Infor Jeunes, on collecte, vérifie, traite et diffuse une information dans les secteurs qui intéressent les jeunes.

L'accès aux permanences est gratuit, anonyme, libre et ouvert à tous sans restriction. L'information se veut complète et objective. Un effort constant est consenti afin d'éviter toute influence quant aux choix opérés par les jeunes.

→ 4. Formation animateurs de centre de vacances (pour les 50 futurs animateurs des plaines de vacances communales de Sambreville) ainsi que des Formations « Temps de midi » (formation aux surveillantes des temps de midi ayant pour objectifs d'échanger, d'analyser et d'identifier des pistes pour une gestion sereine des temps de midi).



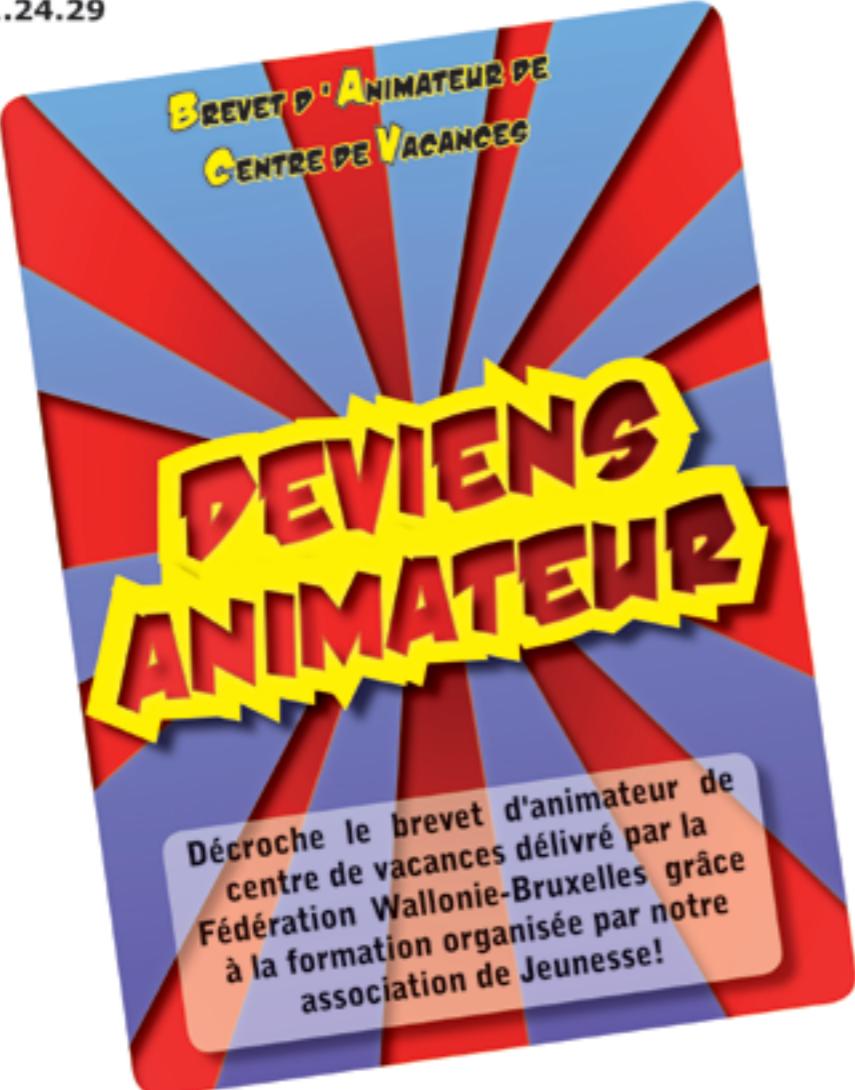
Communiqué de presse

Le mouvement des Faucons Rouges, organisme de formation reconnu par la fédération Wallonie-Bruxelles propose une session de formation pour l'obtention du BACV à l'attention des jeunes souhaitant devenir animateur/trice de centre de vacances. Celle-ci s'organise en trois niveaux:

Niveaux 1 & 2 - du 2 au 6 avril 2012 - Au domaine provincial de Wégimont, Soumagne.
Niveau 3 - du 2 au 7 avril 2012 - Au domaine provincial de La Louve, La Louvière.

La formation est ouverte à tous!

Pour plus d'informations, contactez le Bureau Central des Faucons Rouges par mail: formation.bacv@fauconsrouges.be ou au 085/41.24.29



40



Décroche ton brevet officiel
d'Animateur de Centre de Vacances,
valable dans toute la Communauté
française, tous réseaux confondus!

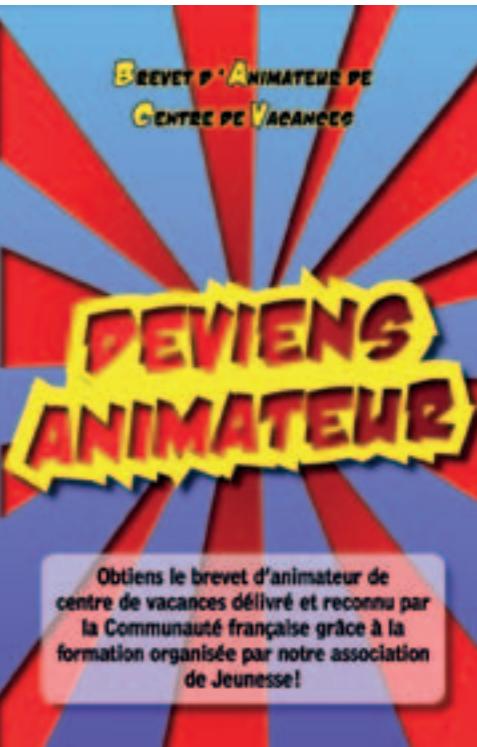
Nous te proposons 3 modules pour apprendre à développer un projet adapté aux besoins des enfants, pour acquérir des techniques d'animation variées, pour découvrir différents outils et te donner la possibilité d'offrir un encadrement éducatif de qualité!

MODULE 1 - Stage théorique de base de 62 heures

MODULE 2 - Stage théorique de 66 heures et un stage pratique de 150 heures (en pleine de jeux) au centre de vacances agréé par l'ONE!

MODULE 3 - Stage de perfectionnement technique et pédagogique (PTP) de 62 heures.

Informations complémentaires:
Bureau central des Faucons Rouges
Arlit 0.461.296.888
Rue Entre-deux-Portes, 7 - 4500 HUY
Tél. 085/41.24.29 - Fax. 085/41.29.36
info@fauconsrouges.be - formation.bacv@fauconsrouges.be
www.fauconsrouges.be



41



POUR PARTICIPER:

Module 1 - Brevet 1/2 qui accompagne le processus plan de l'éducation

Stage théorique de base

Le premier module aborde des matières telles que la communication, la manière de travailler en équipe, la prise de responsabilités et ce qui concerne plus largement la vie en groupe; la pratique d'activités d'expression, de découverte du milieu, d'orientation, les techniques de veille, d'activités coopératives; le rôle de l'animateur; la psychologie de l'enfant; ...

Module 2 - Brevet 1/2 qui accompagne le processus plan de l'éducation

Stage théorique

Etre animateur - attitudes fondamentales, évaluation, vie, gestion des conflits, hygiène de vie, respect des rythmes de l'enfant, etc.

Encadrement des jeunes - éducation à la liberté, à l'autonomie et à la responsabilité, sécurité, développement de projets pédagogiques, etc.

Etre créatif - création d'activités innovantes, méthodologie du jeu, du chant, techniques d'expression, etc.

Stage pratique

Mettre en pratique les acquis des premiers niveaux, gérer un groupe d'enfants ou de jeunes à part entière dans un centre ou une plaine de vacances de son choix agréé par l'ONE dans le respect des critères édictés par la Communauté française.

LIEUX:

Modules 1 & 2 - Domaine Provincial de Wégimont
Chaussée de Wégimont, 75 - Soumagne

Modules 3 - Domaine Provincial de la Louve
Rue Léopold III, 6 - La Louvière

PATES:

Modules 1 & 2 - Du lundi 2 au vendredi 6 avril 2012
Module 3 - Du lundi 2 au samedi 7 avril 2012

Coordinatrices: Philippe HEUSCHEN (Mod.1) - Marie-Pierre SMET (Mod.2) - Laurent ARMAN (Mod.3)
(les 3 stages sont résidentiels)

Prix - 165 € par module

INSCRIPTION

NOM, PRÉNOM: _____
LIEU ET DATE DE NAISSANCE: _____
GÈRE: _____
ADRESSE: _____
TEL: _____
COM: _____
MAIL: _____

MODULE : 1 2 3 9

JE SUIS VEDECARDIEN: OUI NON
JE MANDE EN PÔSSE: OUI NON

PÂTE ET SIGNATURE:

CHARTERISE PÔS PARENTS (PÔS ISAWB):

CHARTERISE EVENTUELLE PÔS RESPONSABLE DE SECTION:

CLÔTURE PÔS INSCRIPTIONS LE 15 MARS 2012

Avec le soutien du Ministère de la Culture de la Communauté française et du Ministère de l'Emploi de la Région Wallonne



CNAPD
cnapd.be

La non-prolifération: faites ce que je dis mais pas ce que je fais?

L'UE veut sanctionner l'Iran pour l'inciter à négocier sur son programme nucléaire. Pourtant aucun traitement de ce type pour Israël qui affiche publiquement le développement de son arsenal nucléaire. Dans cinq pays européens, dont la Belgique, pourtant signataire du TNP, sont entreposées des armes nucléaires américaines. Comment laisser ouverte la voie à la résolution diplomatique avec l'Iran? Comment la Belgique justifie cette justice à deux vitesses?



Les Ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont convenu ce lundi 23 janvier de cesser les importations de pétrole iranien vers l'Union européenne; en plus d'autres sanctions notamment contre la banque centrale iranienne. L'objectif déclaré de cet « embargo » est d'inciter l'Iran à s'asseoir à la table des négociations concernant son programme nucléaire. Il est pourtant tout sauf évident qu'une escalade aux sanctions et aux pressions poussera l'Iran – son Gouvernement actuel ou un quelconque autre gouvernement sorti des urnes au mois de mars prochain – à abandonner ses ambitions nucléaires présumées. De telles mesures, qui exacerbent la vulnérabilité de l'autre, sont difficilement compatibles avec un processus constructif de discussion. Plus on isole un pays, plus sa politique de puissance devient importante.

Une politique occidentale du « deux poids, deux mesures »?

Tous les pays, en effet, qui ont signé le Traité de Non-prolifération (TNP) se sont engagés à ne pas développer l'arme nucléaire et à démanteler leur arsenal existant. Les pays signataires se reconnaissent également mutuellement le droit de développer l'énergie nucléaire à des fins civiles.

Ainsi, les pays qui rappellent bruyamment à l'Iran ses engagements en matière de non-prolifération sont justement des États qui s'obstinent depuis 40 ans à ne pas tenir leurs engagements: beaucoup de rhétorique autour du désarmement nucléaire mais pas d'actes. Au contraire. À titre d'exemples, les États-Unis dépensent actuellement des milliards de dollars à la modernisation de son arsenal d'armes nucléaires. En Belgique, 20 armes nucléaires tactiques américaines sont toujours présentes, comme dans 4 autres pays européens. En Israël, le développement publiquement secret de son arsenal nucléaire ne fait étrangement pas débat.

Si les pays occidentaux veulent être crédibles dans leurs exigences vis-à-vis de l'Iran, ils doivent respecter leurs propres engagements. Peut-être dès lors, l'Union européenne devraient-elles décider de sanctions semblables contre la France, la Chine, l'Inde, la Grande-Bretagne, Israël, le Corée du nord, le Pakistan et les États-Unis? Et contre la Belgique qui

héberge toujours des armes nucléaires, en contradiction flagrante avec le TNP?

Vers une solution diplomatique ?

Pourquoi ne pas inverser cette logique et donner à l'Iran des garanties de sécurité pour l'entrainer à la table de négociations et leur redonner une place à l'intérieur de cette « communauté internationale»? D'innombrables sanctions et pressions internationales sont en effet à l'œuvre. Pensons à la présence de troupes étrangères en Irak et en Afghanistan, pays voisins de l'Iran; pensons au projet très concret de bouclier antimissile de l'OTAN, explicitement dirigé vers l'Iran; pensons à Israël, un État nucléaire non reconnu; à ces navires de guerre français, anglais et américains qui sont entrés la semaine dernière dans le détroit d'Ormuz; au développement exponentiel des forces conventionnelles dans la région¹, au sabotage technique et aux assassinats du personnel scientifique iranien.

Ajouter des sanctions comme vient de le faire l'Union européenne stimulera difficilement l'Iran à assurer la publicité transparente de son programme nucléaire. Davantage de sanctions, c'est mettre les initiatives diplomatiques en danger.

Le 29 janvier prochain, aura lieu une visite « de haut niveau » de l'AIEA en Iran, à laquelle participera notamment le Belge Herman Nackaerts, comme chef de la délégation. L'inspection de l'AIEA continuera elle aussi, comme l'a accepté l'Iran.

Finalement, nous devons poursuivre un seul et même objectif, sans concession: la réalisation universelle du régime de Non-prolifération – dans ses trois aspects: non-prolifération, désarmement et droit au développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques – et son respect par tous les signataires du Traité.

Ainsi, un pays comme Israël doit ratifier ce Traité, étape fondamentale vers une zone dénucléarisée au Moyen-Orient. Un sondage d'opinion révèle que 64 % de la population israélienne est favorable à l'établissement d'une telle zone. Au dernier semestre 2012 se tiendra, en Finlande, une conférence internationale pour l'établissement d'une zone dénucléarisée dans le Moyen-Orient. Cette initiative reste étrangement absente du discours de nos représentants, comme celle du désarmement nucléaire.

La Belgique doit s'expliquer sur sa position paradoxale

Le gouvernement belge plaide pourtant dans sa Déclaration de politique générale, pour la « revitalisation et le respect du Traité de Non-prolifération ». Contre les me-

¹| Par exemple ce contrat militaire de plusieurs milliards de dollars entre les États-Unis et l'Arabie Saoudite, premier importateur, soit en passant, des armes légères wallonnes.

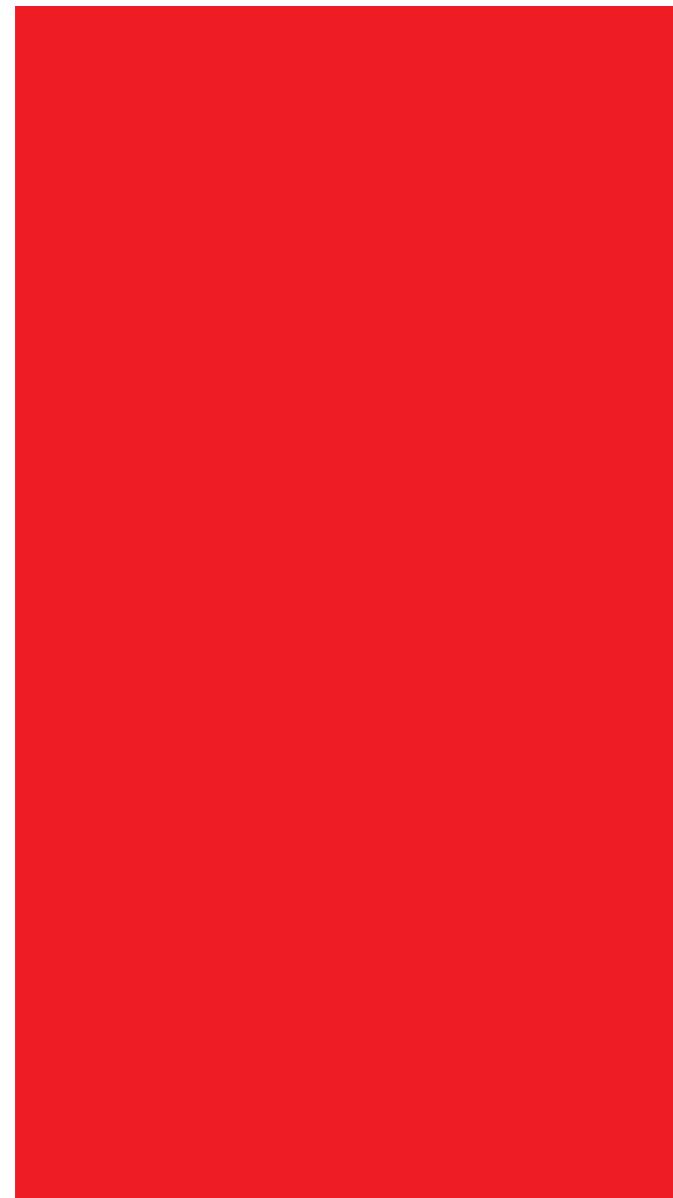


sures contre-productives décidées au niveau européen, nous espérons que le Gouvernement fera droit à cette déclaration pour les futures initiatives internationales, notamment en vue du désarmement nucléaire.

Nous attendons volontiers la Déclaration du Ministre des Affaires étrangères à ce sujet, lors du prochain Conseil des ministres.

CNAPD
01.2012

Personne de contact: Samuel Legros:
samuel.legros@cnapd.be



44



45



Citoyen Acteur de Paix, un trimestriel pour comprendre le lien entre l'accès aux énergies et les conflits dans le monde.

Quotidiennement, nous posons des actes banals et, bien souvent, nous les faisons de manière automatique. Tel est le cas de « prendre son bus le matin pour aller à l'école », « allumer son radiateur quand il fait froid »... Toutes ses problématiques, d'apparences locales, s'inscrivent dans un système d'échanges mondial où des logiques de jeux diplomatiques et, parfois, de conflits sont à l'œuvre.

En effet, nous vivons dans un monde globalisé où tout individu est un maillon d'une chaîne de causalité mondiale et plus uniquement nationale. La citoyenneté est, nécessairement, une citoyenneté internationale même si sa définition et son cadre d'action restent encore limités à la sphère nationale.

Afin d'expliquer et d'illustrer la place que les jeunes citoyens belges occupent dans le système monde, la CNAPD lancera prochainement, dans le courant de l'année 2012, un tout nouveau trimestriel papier : CAP. Ce magazine didactique proposera aux jeunes une analyse transversale d'une problématique mondiale mais, néanmoins, quotidienne : l'accès à l'énergie. À travers cette problématique, le trimestriel mettra en avant le lien qui existe entre le local et le global, entre notre action et ses répercussions au niveau international ainsi qu'entre le système international et ses répercussions sur la vie locale.

BUT: Encourager l'apparition (ou le renforcement) d'une citoyenneté active des jeunes sur les thèmes de paix et de justice internationale.

PUBLIC: Jeunes âgés de 14 à 18 ans, ce magazine pourra également servir d'outil pédagogique aux animateurs ou professeurs.

PUBLICATIONS: quatre publications en 2012 à partir de mars

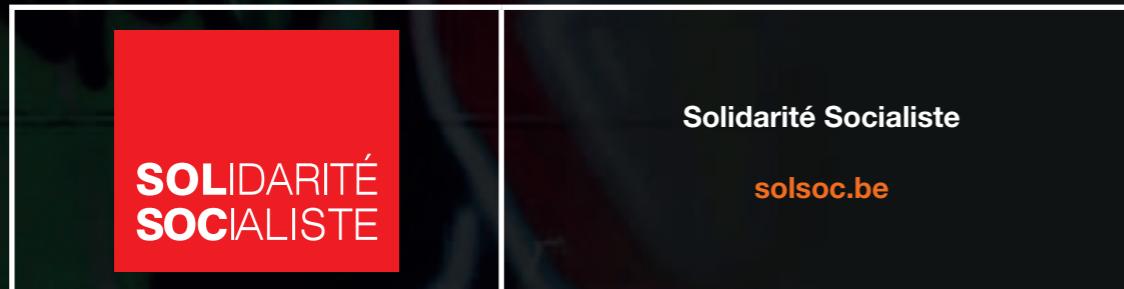
COMMENT S'ABONNER:

CNAPD
Chaussée d'Haecht 51
1210 Bruxelles

Téléphone : 02 640 52 62
Fax : 02 640 42 12
Messagerie : info@cnapd.be

N° entreprise: 0467256918

info@cnapd.be



L'agriculture familiale peut-elle nourrir toute la planète ?

Solidarité Socialiste avec la collaboration d'Info Sud a édité un numéro hors-série de la revue Politique sous le titre « L'agriculture familiale peut-elle nourrir toute la planète ? ». La question est pertinente quand on sait que plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de la faim et que, paradoxalement, 700 millions d'entre eux sont des petits agriculteurs, c'est-à-dire des producteurs de nourriture.

Pourtant de nombreuses déclarations émanant de gouvernements et d'organismes de coopération appellent à faire du soutien à l'agriculture une priorité. Des experts toujours plus nombreux, y compris au plus haut niveau, à l'instar du Rapporteur Spécial des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation, Olivier De Schutter, affirment que l'agriculture paysanne familiale peut nourrir les populations, qu'elle est même la seule solution à long terme, pointant du doigt l'industrie agroalimentaire qui engrange de juteux profits au détriment des petits producteurs.



Le but de cette publication est de passer en revue les mécanismes qui mettent en péril la sécurité alimentaire des populations et à quelles conditions l'agriculture familiale est viable et garante de cette sécurité. Des compromis sont-ils possibles entre agro-industrie et agriculture paysanne, entre agrobusiness et réforme agraire ?

Ce hors-série propose des exemples concrets de situations vécues dans différents contextes par les paysans et des analyses des mécanismes qui sabotent les petits agriculteurs de toute la planète, qui n'arrivent pas à concurrencer les grands conglomérats de l'agroalimentaire. Il vise surtout à présenter les stratégies développées par les mouvements paysans pour contrer et renverser la tendance actuelle. Car les organisations paysannes se structurent, se professionnalisent et se coordonnent en réseaux nationaux et internationaux. Ils constituent une force montante de pression politique dont il est de moins en moins possible d'ignorer la voix au sein des conférences intergouvernementales et des instances internationales consacrées à l'agriculture et à l'alimentation.

Ce dossier a été présenté le 8 décembre 2011 au Parlement européen, avec le soutien de Marc Tarabella, eurodéputé S & D, en présence d'Alain Coheur, président de Solidarité Socialiste et de Lucien Bourgeois, économiste, auteur de « Les politiques face à la faim ».

Étaient aussi présents au lancement du hors-série deux représentants d'associations qui luttent pour la défense de l'agriculture familiale :

➔ Deogratias Niyonkuru, secrétaire général d'ADISCO, partenaire de Solidarité Socialiste au Burundi, combat la privatisation de la filière café, imposée par la Banque mondiale, qui permettrait à quelques acteurs de maîtriser l'ensemble du secteur au détriment des petits caféticulteurs ;

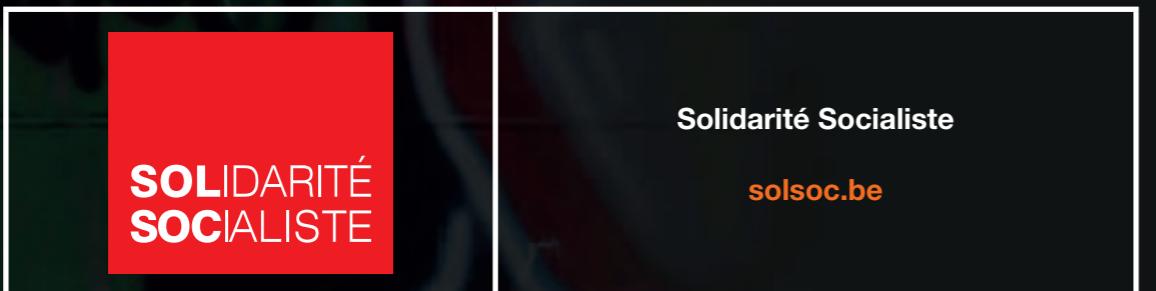
➔ Ludis del Carmen Palencia Cabrales, quant à elle, préside l'association de victimes de déplacements forcés Terra y Vida, en Colombie. Elle a témoigné de la situation des paysans privés de leurs terres et menacés par les paramilitaires, les grands propriétaires et les transnationales de l'agroalimentaire.

Vous pouvez acheter ce hors-série de la revue *Politique*, au prix de 3 €.
Contact :
Pascale Bodinaux — pbodinaux@solsoc.be
02 505 40 70



Au Parlement européen. De gauche à droite :
Ludis del Carmen Palencia Cabrales, Deogratias Niyonkuru, Marc Tarabella et Alain Coheur





Solidarité Socialiste soutient les producteurs de noix de cajou

Solidarité Socialiste structure et renforce, par le biais de ses partenaires dans huit pays*, plus de 400 organisations et mouvements paysans. Au niveau local, ce sont des dizaines de milliers de petits agriculteurs qui voient ainsi leurs conditions de vie s'améliorer. Un échelon plus haut, la mise en réseau des organisations paysannes permet de faire entendre leur voix dans les négociations avec les pouvoirs publics et le secteur privé dans l'élaboration et le contrôle des politiques commerciales, de réforme agraire et de développement rural. Sur le plan international, on touche aux règles du commerce international et à la gestion des biens publics mondiaux dans l'intérêt général. Zoom sur nos actions avec les petits producteurs de cajou en Guinée-Bissau et au Sénégal.

* Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Colombie, Guinée-Bissau, Nicaragua, République Démocratique du Congo, Sénégal



Au Sénégal, Fass Diom

Des femmes de Thiénaba, un village de l'Ouest du Sénégal, ont créé Fass Diom, une petite entreprise de transformation des noix de cajou. Notre programme a mis à leur disposition un fonds rotatif qui leur a permis de faire l'acquisition de différents outils de transformation de l'anacarde – qu'elles vont chercher régulièrement en Gambie à plusieurs centaines de kilomètres de Thiénaba – en noix de cajou.

Au total, ce sont plus de 250 personnes issues de quatre villages qui ont eu accès à ce fonds à travers des crédits de 25 000 CFA (38 €), sans intérêt!

Par ailleurs, en liant l'accès au fonds à l'adhésion à une mutuelle, les femmes du groupe ont favorisé le développement des soins de santé dans la région. Elles prélevent 2 % de leurs bénéfices pour financer des projets d'utilité générale, le plus souvent des postes de santé locaux, et pour mener des actions de solidarité envers les personnes vulnérables et soutenir l'éducation des filles.

François Saramagnan, chargé du partenariat avec le Sénégal pour Solidarité Socialiste : « Ce projet est un facteur d'émancipation pour ces femmes. Elles se sentent valorisées et sont reconnues dans la société, car elles contribuent aux revenus de la famille. Elles ont redynamisé la vie du village. Elles ont créé un espace de rencontres et de paroles autour du four et incitent les autres femmes à les rejoindre ».

Aujourd'hui, elles sont devenues incontournables dans la région, à un point tel qu'elles inspirent de nombreux groupements de producteurs/trices et que le monde politique lui-même se penche désormais sur leur expérience!



En Guinée-Bissau, Procivicus

L'économie de la Guinée-Bissau repose essentiellement sur l'agriculture et seules les ONG lui accordent de l'importance, l'État s'en souciant peu et laissant les paysans à leur sort.

C'est le cas dans la filière de la noix de cajou. Les noix produites sont quasi toutes exportées vers l'Inde, où elles sont transformées et réexportées vers les États-Unis et l'Europe.

António Pereira Batista, propriétaire d'un verger de cajou et intermédiaire dans la commercialisation du fruit : « Depuis les années quatre-vingt, je travaille comme intermédiaire pour les Indiens, mais c'est devenu risqué parce que je finance parfois l'achat des noix de cajou avec mes propres moyens et je rencontre des difficultés à les vendre à bon prix. Il m'arrive même de rester avec les noix de cajou sur les bras ».

Pourtant, transformer les noix de cajou sur place serait tout bénéfice pour les paysans : cela augmenterait le prix du produit, créerait des emplois et permettrait de produire de l'électricité par la combustion des écorces. Helena Imbundé, de Cubampor, témoigne : « Je travaille deux jours pour le propriétaire de la plantation de cajou et un jour pour moi. Je vends les noix de cajou que je récolte à des intermédiaires qui les revendent aux Indiens. Je dois les vendre en début de saison, ce qui veut dire à un prix très bas qui constitue mon salaire. Je suis obligée de vendre ma production durant cette période afin de pouvoir acheter du riz pour nourrir la famille ».

En Guinée-Bissau, Solidarité Socialiste est partenaire des ONG *Acção para o Desenvolvimento* (AD) et *Associação de Desenvolvimento Integrado das Mulheres* (ADIM). Elles ont formé un réseau, Procivicus, pour améliorer la situation des petits paysans et renforcer les associations qui les représentent.

Procivicus aide Helena, comme bien d'autres petits agriculteurs. Il crée des petites unités de décorticage dans les zones de production, construit des infrastructures de stockage et de conservation des noix et développe des actions destinées à diversifier les sources de revenus des familles. En outre, il crée des structures locales de concertation des producteurs et renforce l'organisation des associations impliquées dans la gestion de la filière. Ces initiatives se révèlent payantes, et la situation des membres du réseau s'améliore.

« Je suis propriétaire d'un verger de cajou et membre de l'Union des Associations de Cantanhez, soutenue par Procivicus. En plus du cajou, j'ai introduit la culture d'autres fruits, comme le citron, la mandarine et l'orange, ce qui me permet de ne pas dépendre du prix de la seule noix de cajou. Ainsi, ma famille et moi ne connaissons pas la faim », assure Anssumane Culubali, de Farosadjuman.





50



51



Solidarité Socialiste sur la toile

Vous pouvez retrouver tous les numéros de notre revue Alter Égaux, et bien d'autres informations encore sur le tout nouveau site Internet de Solidarité Socialiste : www.solsoc.be

- Solidarité Socialiste sur la toile, c'est aussi



Notre page Facebook

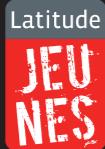
Rétrouvez Solidarité Socialiste sur [Facebook](#)



SERVICES



Oxyjeunes
grand'place 25 – 6240 Farcennes
T. 071 38 84 00 – F. 071 39 83 00
W. info@oxyjeunes.be — www.oxyjeunes.be



Latitude Jeunes
rue Saint-Jean – 32-38 - 1000 Bruxelles
T. 02 515 04 02 – F. 02 512 27 62
W. latitude.jeunes@mutsoc.be — www.ifeelgood.be



Contact J
bd de l'Empereur 25 – 1000 Bruxelles
T. 02 511 96 84 – F. 02 502 60 36
W. contactj@contactj.be — www.contactj.be

AUTRES



Philocité
rue de Laveu 100 – 4000 Liège
T. 0478 719 099 - 0470 122 811
W. philocite@philocite.eu — gaelle.jeanmart@philocite.eu — www.philocite.eu



Excepté Jeunes
Siège social
rue A. Nelis 158 – 5001 Belgrade
T. 071 71 19 35
W. excepte.jeunes@swing.be — www.exceptejeunes.be
Siège d'exploitation
rue Haut Baty 59 – 5060 Sambreville



FCHWB — Ferme des Castors
rue du Faubourg 16-18 - 6250 Aiseau
T. 071 76 03 22 – 071 74 04 75 – F. 071 76 19 26
W. info@castor.be — www.castor.be

MOUVEMENTS



MJS — Mouvement des Jeunes Socialistes
rue de la Coix de Fer 16 – 1000 Bruxelles
T. + F. 02 512 12 18
W. secretariat@mjs.be — www.mjs.be



Jeunes FGTB
rue Haute 42 – 1000 Bruxelles
T. 02 506 83 10 – F. 02 502 73 92
W. jeunes@jeunes-fgtb.be — www.jeunes-fgtb.be



Faucons Rouges
rue Entre-deux-portes 7 – 4500 Huy
T. 085 41 24 29 – F. 085 41 29 36
W. info@fauconsrouges.be — www.fauconsrouges.be



Tels Quels Jeunes
rue Marché au Charbon 81 – 1000 Bruxelles
T. 02 512 45 87 - F. 02 511 31 48
W. info@tqj.be — www.tqj.be

FÉDÉRATIONS DE CENTRES DE JEUNES



CIDJ
rue Saint Ghislain 29 – 1000 Bruxelles
T. 02 219 54 12 – F. 02 219 54 13
W. cidj@cidj.be — www.cidj.be



For J
Siège social
rue Le Lorrain 104 – 1080 Bruxelles
T. 02 649 03 22 – F. 02 647 87 42
Siège d'activités
rue de Villers 227 – 6010 Couillet
T. 071 60 02 71 – T. & F. 071 60 02 70
W. info@forj.be — www.forj.be



ProJeuneS





Tels Quels Jeunes

*pour les LGBTQ
en MOUVement !*

Le volontariat associatif ta sens! Tels Quels Jeunes recherche des personnes dynamiques pour renforcer la mise en place de ses projets! Si tu as du temps libre et que tu as envie de t'investir dans l'association, n'hésite pas à prendre contact pour un entretien d'intégration!

A bientôt!

